



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!

est à nous

Dossier

CULTURE ESTIVALE

Pages 6 et 7

n°201 - 27 juin 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

RETRAITES

**PAS UN EURO
DE MOINS,
PAS UN TRIMESTRE
DE PLUS!**

Les patrons et les gouvernements, qu'ils soient de droite ou socialiste, suivent invariablement la même procédure pour asséner des mauvais coups aux salariéEs: diffuser des informations laissant prévoir une énormité et finalement n'en faire qu'une partie en misant sur le soulagement réel ou feint. La contre-réforme annoncée des retraites n'échappe pas à cette règle.

Le rapport Moreau nous a livré un catalogue de toutes les horreurs possibles: la baisse des pensions pour les retraitéEs plus l'allongement de la durée de cotisation plus le report de l'âge légal de la retraite plus la modification du mode de calcul pour les fonctionnaires... À l'arrivée, la loi proposée par le gouvernement n'en reprendra sans doute qu'une partie. Le Medef, qui verra ainsi certaines de ses exigences satisfaites, continuera d'en exiger toujours plus... mais les organisations syndicales empêtrées dans la conférence sociale pourront toujours prétendre qu'elles ont évité le pire. Il n'y a pourtant rien à négocier avec un patronat qui veut discuter de

tout, sauf de l'augmentation des cotisations, et faire payer les salariéEs ou les retraitéEs, voire les deux à la fois!

La mort programmée?

La mesure qui semble avoir les faveurs de François Hollande est l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 44 annuités. Hypocritement, il exclut le report de l'âge légal. Mais quelle est la différence? L'âge moyen du premier emploi stable pour les jeunes est 26 ans, ce qui amènerait à 70 ans pour obtenir une retraite pleine et entière! Une telle mesure n'a rien d'un «moindre mal». Contre-réforme après contre-réforme,

SUITE PAGE 2



Agenda

27 juin, réunion-débat « Face à la crise, quelle gauche ? », NPA Paris 15^e. À 19 heures au Patronage laïque, 61 rue Violet Paris 15^e, métro Commerce. Avec François Sabado, membre de la direction du NPA.

28, 29 et 30 juin, week-end antifasciste et antiraciste de la CNT, Paris 20^e. Au 33 rue des Vignoles. Repas, concerts et débats. Programme sur cnt-f.org. Le NPA sera présent.

29 juin, marche des fiertés, Paris. RV à 14 h à Montparnasse.



● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

depuis 1993, la durée de cotisation est passée de 37,5 annuités à 40 puis 41,5 aujourd'hui. Cet allongement progressif, associé à la modification des règles de calcul et à la désindexation sur les salaires, aboutit à la mort programmée de la retraite par répartition. C'est la négation même de la possibilité d'atteindre la retraite en bonne santé et avec les moyens d'en profiter. C'est la baisse inévitable du niveau des pensions avec l'explosion du nombre de ceux et surtout de celles qui finiront leur vie dans la misère. C'est la part belle faite aux financiers et fonds de pension en tout genre, en incitant ceux qui en ont les moyens à se payer une retraite sur le marché florissant des retraites complémentaires.

Résister à l'intox, gagner l'opinion

Les délais sont courts car le gouvernement Hollande-Ayrault prétend présenter sa loi en septembre pour la faire adopter avant la fin de l'année. Il n'y a donc pas de temps à perdre pour construire la mobilisation. Il faut d'abord convaincre, contre ce rouleau compresseur gouvernemental, patronal et médiatique qui veut nous enfoncer dans le crâne qu'une réforme est urgente et inévitable, qu'il n'y a plus d'argent pour financer les retraites, qu'on vit plus longtemps-donc-on-doit-travailler-plus longtemps. Nous avons au moins trois arguments forts pour refuser tout nouveau



Le NPA au Trocadéro le jeudi 20 juin. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

recul. Un : il n'y a pas de problème de financement des retraites, il y a un problème de répartition des richesses. Ce ne sont pas les retraités qui coûtent trop cher mais les actionnaires qui, au cours des trente dernières années, ont accaparé 10% de plus de la richesse produite. Deux : il n'y a pas trop de retraités, il y a trop de chômeurs. Rien ne justifie de faire travailler plus longtemps des salariés usés quand le chômage frappe près d'un jeune actif sur quatre. La question des retraites est donc celle du partage du travail. Partage du travail par

la baisse de la durée hebdomadaire pour embaucher et donc générer des cotisations sociales. Partage du travail avec la retraite pleine et entière à 60 ans – 55 ans pour les emplois pénibles – et l'embauche en CDI des jeunes qui galèrent de stages en contrats précaires. Dernier argument mais pas le moindre : ceux qui gouvernent aujourd'hui ont été élus pour nous débarrasser de la droite et de Sarkozy qui nous ont imposé une contre-réforme des retraites en 2010. Ils n'ont aucune légitimité pour poursuivre la destruction du droit à la retraite.

Ce gouvernement doit battre en retraite

Ce travail militant doit commencer immédiatement, avec des collectifs de mobilisation, avec l'organisation de réunions publiques, de débats, avec la diffusion d'argumentaire pour démasquer les mensonges déversés à longueur d'antenne. Ces cadres unitaires doivent regrouper toutes celles et ceux, équipes et militants syndicaux, féministes, associatifs, politiques, qui sont d'accord sur une seule chose : engager le combat contre toute contre-réforme, contre tout nouveau recul.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par Robert Pelletier

Annick Coupé : « il est nécessaire de fixer un rendez-vous à la rentrée pour une journée de grève et de manifestations »

Entretien. Annick Coupé est porte-parole de l'Union syndicale Solidaires. Au lendemain de la conférence sociale, nous revenons avec elle sur les enjeux des prochains mois pour les salariéEs, en particulier autour de la question des retraites.



Pour vous, que ressort-il de la conférence sociale de la semaine dernière ?

C'est un pur exercice de communication auquel se livre le gouvernement pour démontrer son attachement à un vrai dialogue social, contrairement à son prédécesseur. Mais le « dialogue social » ne peut remplacer l'analyse sur les choix et les priorités du gouvernement. Cette conférence sociale a été ouverte par un discours de François Hollande très tourné vers la nécessité de réduire les déficits, et de développer la compétitivité...

Sur la forme, cette conférence sociale n'apporte rien de nouveau : le calendrier et les grands thèmes étaient connus et, sur le fond, on reste perplexe sur un Président qui relativise les chiffres du chômage, réaffirme que la courbe du chômage sera inversée à la fin de l'année, alors que toutes les analyses économiques disent l'inverse, et ses seules réponses restent le contrat de génération et le contrat d'avenir qui ne règlent rien sur le fond. Il n'y a manifestement pas de projet ni de volonté de réorientation des politiques économiques et sociales.

Au moins, sur les retraites, le gouvernement a ouvert des pistes.

En réalité, le gouvernement n'a rien dit des arbitrages qu'il fera entre les propositions contenues dans le rapport Moreau. Il a juste réaffirmé le caractère incontournable de l'allongement du nombre d'annuités, reprenant

le leitmotiv sur « on vit plus vieux, donc il faut travailler plus longtemps » ! Il justifie le calendrier très court au prétexte que les discussions ont déjà eu lieu dans le Conseil d'orientation des retraites (COR) et dans l'élaboration du rapport Moreau. Pour nous, ce n'est pas acceptable : la question des retraites justifie un débat citoyen, et pas seulement entre « experts » ou entre partenaires sociaux. Cela suppose du temps. Or le calendrier fixé par le gouvernement vise à empêcher que ce débat ait lieu. Mais cela peut se retourner contre le gouvernement, car cela ressemble trop au calendrier de Sarkozy en 2010 !

Il s'agit aussi de limiter toute possibilité de mobilisation, mobilisation déjà rendue difficile dans un contexte social et un paysage syndical compliqués.

En ce qui concerne le paysage syndical, il existe effectivement des positions très différentes. Mais même la CFDT reste assez prudente, en ne voulant pas apparaître en soutien inconditionnel du gouvernement. Pour CFDT, CGC, CFTC, il s'agit de se placer d'abord dans la perspective de la négociation du projet de loi qui démarre début juillet, mais pas de s'appuyer sur la mobilisation. Mais du côté de la mobilisation, cela se construit : la CGT envisage une journée de mobilisation interprofessionnelle pour la deuxième semaine de septembre.

Pour Solidaires, il est nécessaire de fixer, avant les vacances, un rendez-vous à la rentrée avec

une date précise pour une journée de grève et de manifestations pour la défense des retraites et contre les reculs envisagés par le gouvernement. Cette décision peut être prise lors de la réunion unitaire à l'initiative de la FSU le 1^{er} juillet où, pour l'instant, CGT et Solidaires ont confirmé leur présence.

Mais face à la détermination du gouvernement, notamment sur le nombre d'annuités, nous n'avons pas d'autre choix que d'engager un processus de mobilisation ambitieux. Et il faudra travailler cette question au niveau local, dans les entreprises, et essayer d'élargir aux équipes syndicales qui ne se retrouveraient pas dans les positions nationales de leur syndicat. Et, surtout, d'élargir le débat sur la question centrale, de fond, celle de la répartition des richesses. C'est un sujet tabou pour ce gouvernement, comme cela l'était sous Sarkozy. Avec la moitié des salariéEs qui ne sont plus dans l'entreprise au moment du départ à la retraite, le développement du chômage, seul un autre partage des richesses peut non seulement sauvegarder notre système par répartition mais aussi le rendre plus juste, plus solidaire.

Justement, ne penses-tu pas que des mesures sur la pénibilité, les femmes, ne paraissent comme des contreparties rendant acceptable cette nouvelle contre-réforme ?

Ce n'est pas le moindre des paradoxes du discours gouvernemental. Son argument central est qu'il s'agit d'une réforme difficile, mais allant vers plus

de justice. Si, par exemple, la forfaitisation de la majoration de pension de 10% pour les parents de 3 enfants serait plus favorable aux femmes, elle ne résout rien. Pour l'instant, rien n'est mis sur la table pour réduire les inégalités de pension entre hommes et femmes : par exemple, la surcotisation patronale du temps partiel.

Pour la question de la pénibilité, le compte personnel, les possibilités de départ anticipé ou de reconversion, sont des pistes intéressantes mais trop limitées : seuls les cancers et le travail de nuit seraient concernés alors que d'autres risques ne sont pas pris en compte. Dans tous les cas, l'allongement du nombre d'années de cotisation nécessaires, présentée comme incontournable, aggravera les inégalités. C'est cette contradiction que le gouvernement n'assume pas !

Vous contestez la notion de dialogue social, mais vous êtes présents à la conférence sociale et dans ses suites. N'est-ce pas contradictoire ?

Nous exigeons un traitement égalitaire de toutes les organisations syndicales. C'est encore loin d'être le cas et, par exemple, nous n'étions invités qu'à deux tables rondes sur six à cette conférence sociale. Participer à ce type de réunion nous permet de donner nos positions mais aussi de voir les positions des uns et des autres, alors que ce sont souvent les réunions bilatérales qui sont privilégiées par certains, à l'abri des regards indiscrets ! Notre présence n'est certes pas décisive dans le rapport de forces, mais notre absence ajouterait à la marginalisation dans laquelle certains sont tentés de nous enfermer.

BRÉSIL Développement durable... de la mobilisation

Le Brésil est actuellement le pays du plein développement... des luttes. Depuis plusieurs jours, un mouvement de contestation populaire traverse le pays. Un incendie que le pouvoir a bien du mal à éteindre...

L'idée que le Brésil connaît une situation économique et sociale en plein développement économique est fautive. La croissance de ces dix dernières années est une des plus faibles des pays d'Amérique latine. En terme de «développement», la désindustrialisation rend le pays dépendant avec moins d'exportations qu'il y a vingt ans, et on constate une reprise de l'inflation. Cela laisse une faible marge de manœuvre au gouvernement, qui, très conservateur du point de vue économique, tente de contrôler les dépenses publiques et de stimuler les capitaux, ce qui jusqu'à présent donne peu de résultats.

La croissance économique a surtout favorisé le capital financier et l'agro-business mais les couches les plus pauvres de la population ont quand même bénéficié d'aides, notamment la création d'une allocation pour les plus pauvres et l'augmentation du salaire minimum. C'est ce qui explique le soutien de ces couches les plus pauvres au gouvernement.

On peut résumer la politique des gouvernements du PT de la façon suivante: donner quelque chose à ceux d'en-bas... à condition de ne pas entrer en conflit avec les classes dominantes.

Extension des revendications

La situation économique n'est pas la raison principale des fortes mobilisations de ces derniers jours. Les manifestations de ce mois de juin ont certes commencé à São Paulo en réaction à l'augmentation du prix des transports publics. Deux ou trois petites manif, puis le 13 juin la manifestation réunit au moins 15 000 personnes et la répression policière s'intensifie: 250 arrestations et des dizaines de blessés, dont une journaliste touchée à l'œil par une balle en caoutchouc.

À partir de là, la mobilisation s'accroît et devient nationale avec des revendications (en plus du prix des transports) contre la répression. Des manifestations ont lieu dans 400 villes et d'autres slogans émergent, notamment contre les dépenses exorbitantes engagées pour la coupe du monde de football: «*não*



quero bola, quero escola» (je ne veux pas de football, je veux des écoles), ainsi que contre l'homophobie. En effet, la droite religieuse fondamentaliste défend un projet de loi qui prétend traiter l'homosexualité comme une maladie. Le mouvement a gagné sur la question des transports dès le 19 juin. De larges secteurs de la population ont vécu l'expérience de mobilisations massives, ont obtenu des victoires et ont aimé cela. Cette victoire a amplifié les manifestations (300 000 à Rio) et d'autres sont encore prévues.

Le mouvement a commencé dans beaucoup de villes par des manifestations appelées par des collectifs opposés à l'augmentation des prix des transports ou pour leur gratuité. Dans de nombreuses villes, il y a des Comités populaires qui depuis plus de deux ans organisent une mobilisation non seulement contre les dépenses liées à l'organisation de la coupe du monde et contre la loi d'exception

exigée par la FIFA, loi qui a entraîné des déplacements de population. Ces mobilisations ont des similitudes avec le mouvement des Indignés. Même si la perte de légitimité du système politique est importante, le mouvement ne se pose pas la question d'un changement de régime politique ou de gouvernement et nous sommes loin du «*que se vayan todos!*» argentin (qu'ils s'en aillent tous!).

Construire une alternative politique crédible au PT

Il y a en ce moment un débat au sein de la gauche radicale sur une «unité de la gauche». Nous devons chercher cette unité avec les secteurs qui sont en opposition au gouvernement du PT (et aussi aux gouvernements de droite). C'est-à-dire des secteurs anarchistes, mouvementistes...

Le PSOL est le parti qui est le plus en phase avec les revendications du mouvement et ses militantEs, y compris ses

élus et ses militantEs les plus jeunes participent.

Pour le moment il n'y a pas d'alternative crédible à la gauche du PT au niveau national. Nous sommes encore dans les débuts de la reconstruction d'une gauche anticapitaliste brésilienne, après le coup subi avec l'adhésion du PT au système institutionnel bourgeois. Le PSOL, qui est de loin la principale alternative politique à gauche du PT, est encore très faible, et vit de nombreuses contradictions internes. Il peut être une alternative crédible dans certaines villes, comme on a pu le voir lors des élections d'octobre 2012, mais pas sur le plan national.

Le principal défi de la gauche anticapitaliste, c'est d'apporter sa contribution au développement du mouvement. Si elle y arrive, ce sera aussi une avancée dans son processus de reconstruction.

De São Paulo, João Machado
(Traduction par Liliane Guardiola)



Par Roseline Vachetta

LE PRÉSIDENT ET SES COURBES

Lors de la conférence sociale des 20 et 21 juin, François Hollande a réaffirmé «*sa volonté et sa conviction sur la possibilité d'inverser durablement la courbe du chômage à la fin de l'année*». Et pourtant, dans le même discours, il constatait que «*le chômage ne cesse d'augmenter depuis 5 ans et que ça va continuer jusqu'à la fin de l'année*». Michel Sapin, ministre du Travail, confirme aussi l'inversion de la courbe pour la fin de l'année, tout en reconnaissant que «*les chiffres du chômage ne sont pas forcément bons*»! Ils sont même carrément mauvais: 10,4% d'entre nous sont chômeurs en mai et 10,7% le seront en décembre... d'après les prévisions les plus modestes. Ce chiffre est nettement en dessous de la réalité puisqu'il ne prend en compte ni les travailleurs à temps très partiel, ni celles et ceux qui ont renoncé à toute recherche d'emploi, ni les 150 000 jeunes sortis du système scolaire sans diplôme et qui ne sont pas en formation ou à Pôle emploi... Et cela risque de durer, puisque 38 000 emplois ont été détruits au premier semestre et que 76 000 autres le seront avant la fin de l'année.

Alors, pour l'inverser cette courbe du chômage, quelles mesures extraordinaires le Président a-t-il sorti de son chapeau? Quatre «mesurettes»: la création de 100 000 emplois d'avenir avant la fin de l'année; une articulation entre le RSA et le salaire pour que ceux qui retrouvent un emploi ne soient pas lésés; des contrats d'apprentissage avec promesse d'embauches; le recrutement en urgence de 200 000 à 300 000 personnes sur les postes vacants... Bien loin de vrais contrats durables pour toutes et tous, de l'interdiction des licenciements et du partage des richesses, seuls objectifs à la hauteur des enjeux!

La seconde courbe qui ne s'inverse pas non plus, c'est celle des mécontents de la politique de Hollande. D'après un sondage réalisé par l'Ifop au lendemain de la conférence sociale, 73% des sondés ne lui font pas confiance. C'est la popularité la plus basse d'un Président de la République après un an de mandat! Ce chiffre exprime un ras-le-bol qui devra se traduire en manifestations.

Inverser radicalement la courbe de nos mobilisations contre la politique d'austérité de ce gouvernement, et construire une opposition sur sa gauche: c'est comme cela que nous prendrons ensemble notre vie en main!

EXTRÊME DROITE Ne rien lâcher, continuer

Après l'assassinat de Clément Méric, plus de 80 associations, organisations syndicales, partis politiques et mouvements antifascistes se sont mobilisés à Paris et dans une trentaine de villes de régions pour rappeler que le fascisme tuait et qu'il fallait le combattre. Ces mobilisations doivent marquer le début d'un combat unitaire, large contre le fascisme et l'extrême droite.

Mercredi 5 juin, Clément Méric, membre de Solidaires ÉtudiantEs et de l'Action antifasciste Paris-Banlieue, a été assassiné par des militants des Jeunesses nationalistes révolutionnaires. Quelques jours plus tard à Argenteuil, une jeune femme voilée a été violemment agressée par des skinheads. Le 15 juin à Lyon, jour de la marche des fiertés, deux membres du GUD sont les auteurs d'une agression raciste. La veille, toujours à Lyon, trois militants antifascistes qui collaient des affiches ont eux aussi été pris à partie par des militants d'extrême droite. Samedi 24 juin à Agen, deux jeunes festivaliers ont été agressés par sept skinheads très proches de Troisième voie du sinistre Serge Ayoub... La liste des violences perpétrées par des fascistes,

homophobes et racistes continue à s'allonger, comme si ces derniers avaient aujourd'hui un sentiment d'impunité, aidés sans aucun doute par le climat politique de ces derniers mois, de ces dernières années.

Et ce n'est pas «la défaite au goût de victoire» du FN dimanche dernier lors de la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot qui va embellir la situation. Cette élection confirme la progression électorale du Front national qui double ses voix entre les deux tours, montrant ainsi l'inefficacité des appels au «front républicain», un front qui revient à faire passer la droite dite «républicaine» comme un bouclier contre l'extrême droite. Alors que ces dernières années, l'UMP a largement repris les thèmes du FN, donnant ainsi toujours plus de crédit à son discours. Quant au Parti

socialiste, ce dernier ne considère visiblement pas sa politique anti-sociale ou les affaires de Cahuzac comme la cause de son échec. Ce serait la faute au «beau temps»...

Après des mobilisations en demi-teinte

L'extrême droite ne doit pas pouvoir parader dans la rue et y agresser qui elle veut. Il doit y avoir une réaction collective pour l'en empêcher. Cela passe aujourd'hui par la construction d'un mouvement de masse qui pèse sur le rapport de forces général, qui montre que, contre l'extrême droite, nous pouvons nous mobiliser massivement dans l'unité.

Malheureusement, les manifestations et rassemblements de ce week-end n'ont pas été à la hauteur de cet enjeu. Certes, des rassemblements

et manifestations ont eu lieu dans une trentaine de villes, mais globalement ils ont été plus petits que ceux qui avaient eu lieu au lendemain de l'assassinat de Clément. À Paris, même si la manifestation a rassemblé environ 8 000 personnes, nous pouvons regretter que les organisations syndicales n'aient pas fait le plein, tout comme certaines organisations politiques de la gauche de la gauche qui ces derniers mois ont pourtant prouvé qu'elles pouvaient mobiliser...

L'enjeu reste important et, à l'initiative de Solidaires, la réunion unitaire du 3 juillet sur les suites à donner est importante. Pour notre part, nous y défendrons la nécessité de mettre en place un cadre national, large et unitaire, pour continuer la lutte contre le fascisme et l'extrême droite.

Sandra Demarcq

SAINT-DENIS (93) Meeting réussi du Front populaire de Tunisie

Dimanche 16 juin, le Front populaire a tenu en France son premier meeting. Constitué en septembre dernier, le Front regroupe treize partis de la gauche marxiste ou nationaliste arabe, l'association RAID (Attac et CADTM) ainsi que de nombreux militantEs qui n'étaient préalablement membres d'aucune organisation. Parmi les invités figurait le NPA, représenté par Alain Pojolat. Cette rencontre comportait aussi une importante partie artistique.

Au nom de la coordination parisienne, Fayçal a commencé par faire le point sur la construction du Front populaire en région parisienne. Dans une émouvante intervention, Basma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd assassiné le 6 février dernier, a notamment accusé le gouvernement d'être responsable du piétinement de l'enquête sur un crime dans lequel tout laisse à penser que des membres d'Ennahdha sont impliqués. Deux des principaux dirigeants du Front, Hamma Hammami et Zied Lakhdar ont présenté les principaux points de l'orientation du Front.



Basma Khalfaoui lors du meeting / SAÏD LAAYARI

Faire front pour la mobilisation

Ils ont souligné l'urgence de contrer la « stratégie de la tension », dont le gouvernement tire les ficelles. Celle-ci lui permet notamment de faire traîner l'adoption de la Constitution et la tenue des élections. Et pendant ce temps, Ennahdha met la main sur les rouages de l'appareil d'État.

Le Front propose donc à toutes les forces se réclamant de la démocratie une vaste mobilisation contre le développement de la violence politique, et pour la défense des libertés démocratiques.

Simultanément, le Front appelle à la mobilisation sur le plan économique et social. Il refuse notamment l'approfondissement de la dette ou la cession d'une partie des ressources de la Tunisie à des intérêts étrangers, occidentaux ou qataris.

Le Front populaire se veut en effet une alternative aux forces se situant dans la poursuite de la politique néolibérale, qu'elles soient religieuses autour d'Ennahdha ou laïques autour de Nida Tounes.

Correspondant

Pour en savoir plus, <http://front-populaire.fr>

TURQUIE

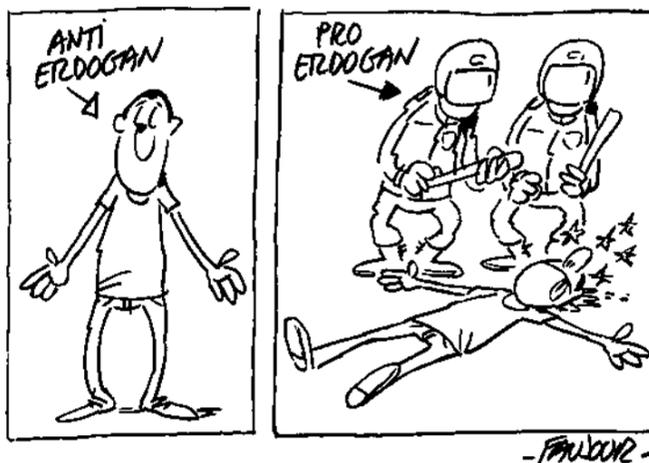
La résistance « debout »

Depuis le début des événements, pour pouvoir mettre fin à cette explosion de masse inattendue, le Premier ministre Erdogan a eu recours à une stratégie reposant sur une véritable violence d'État.

Tout d'abord il y a la répression brutale, avec des interventions policières d'une violence inouïe causant la mort de trois résistants (dont un avec une balle dans la tête). Parmi les 8 000 blessés, plus d'une dizaine ont perdu un œil. La violence policière a atteint son sommet lors de l'intervention qui a eu lieu en fin de semaine dernière, afin d'évacuer totalement le parc Gezi : usage démesuré de gaz lacrymogène à l'intérieur du parc où se trouvaient aussi beaucoup de familles avec enfants, de même que dans les halls d'hôtel où se réfugièrent les manifestantEs et dans les infirmeries de la résistance ; mise en garde à vue des médecins soignant les résistants blessés ; présence de véhicules anti-émeute militaires ; ajouts de produits chimiques dans les canons à eau, causant un sentiment de brûlure sur toute la peau... Un véritable état d'urgence non déclaré.

Le spectre du complot et du coup d'État...

Cette répression est accompagnée par une criminalisation du mouvement. La rhétorique selon laquelle le mouvement de contestation serait le produit d'un complot international afin de renverser le gouvernement, dirigé par des organisations terroristes et commandité par un présumé « lobby d'intérêts (financiers) » est diffusée à chaque



occasion par les responsables du gouvernement et les médias conservateurs. Cette criminalisation a pour conséquence l'arrestation de nombreux militantEs d'organisations révolutionnaires et de supporters du club de foot Besiktas (véritables « héros » de la résistance ayant, entre autres, réussi à mettre la main sur un bulldozer pour pouvoir contrer l'assaut des véhicules anti-émeute). Le dernier point, le plus dangereux, de la stratégie d'Erdogan repose sur une tentative délibérée de polarisation entre la base électorale conservatrice de l'AKP et les manifestants présentés comme ennemis de la religion, qui auraient par exemple pris de l'alcool dans une mosquée ou uriné sur une femme

voilée après l'avoir frappée... Ainsi, à la théorie du complot s'articule un discours plus traditionnel : face à la véritable « nation » (conservatrice-religieuse), les élites républicaines-kémalistes (représentées par le Parti républicain du peuple - CHP - soutenant le mouvement) se mobiliseraient pour provoquer un coup d'État militaire, et cela alors que l'armée est bel et bien sous le contrôle de l'AKP... Ceci a déjà des conséquences : des militants de l'AKP armés de bâtons et couteaux commencent à défiler dans les rues pour s'attaquer aux manifestantEs ou empêcher par la force des réunions publiques, organisées selon eux par des Grecs et Arméniens !

Nouvelle phase de la mobilisation

Suite à l'évacuation violente du parc et de la place de Taksim, l'appel des confédérations syndicales de gauche à la grève et à un rassemblement pour marcher sur Taksim s'est soldé par un échec, avec une faible participation. Mais cet échec a laissé place à un nouveau type de protestation individuelle consistant à rester debout et immobile sur la place de Taksim. Initié au début par une seule personne face à l'interdiction des rassemblements de masse sur Taksim, cette nouvelle forme de contestation s'est rapidement propagée et des milliers d'hommes et femmes restent debout pendant plusieurs heures sur les places publiques afin de protester contre le gouvernement.

Depuis que l'accès au parc Gezi a été interdit, les résistants se retrouvent désormais tous les soirs dans les parcs de quartier pour débattre de diverses questions : bilan de l'occupation de Taksim, problèmes écologiques locaux, solidarité avec les résistants emprisonnés, nécessité ou non d'une organisation politique pour le mouvement, importance de nouer des rapports avec la base de l'AKP... De ces forums locaux forgés par l'indignation et l'espoir peuvent émerger de nouvelles formes d'organisation. La gauche révolutionnaire ne manquera pas ce rendez-vous.

D'Istanbul, Uraz Aydin

GRÈCE

Fermez le gouvernement, ouvrez la télé !

Pour justifier le récent coup de force audiovisuel, un responsable du parti de la droite a benoîtement déclaré que c'était nécessaire, car les chaînes publiques ne soutenaient pas le gouvernement et qu'en plus, si la mesure avait été discutée au Parlement, celle-ci aurait pu être recalée... Aveu accablant qui indique l'urgence d'une bataille pour la démocratie, dans le pays qui en inventa le principe.

Le ministre Kedikoglou, celui-là même qui a annoncé la fermeture de ERT, qui a dénoncé la radio-télé publique comme un repaire de passe-droits, y fut lui-même engagé sans aucun concours, puis envoyé pendant deux ans en formation à CNN pour, à son retour, très vite négocier son passage vers la télé privée.

L'audiovisuel vraiment public

Alors que les menaces d'intervention des flics se renforcent contre les travailleurEs de ERT qui occupent et émettent par différents moyens, cette mobilisation continue d'agir en profondeur et laissera des traces, quoi qu'il arrive ! D'abord par la solidarité qui continue et s'intensifie : tous les soirs, des milliers de personnes passent par le siège d'Aghia Paraskevi, mais des milliers d'autres ont aussi manifesté la semaine passée à Salonique, 2 000 à Ioannina...

De plus, la poursuite « sauvage » des programmes (y compris la retransmission de la messe !) avec débats et initiatives culturelles diverses,

préfigure ce que doit être un véritable service audiovisuel non pas d'État mais public, avec la parole laissée aux acteurs et actrices des différents secteurs de la vie locale et nationale. Un contraste absolu avec la nullité culturelle d'un gouvernement qui a aussi dissous l'orchestre national de ERT. Et les larmes d'une violoniste lors d'un concert de l'orchestre dissous, ce qu'elle a dit sur la tristesse de ses collègues, sur des salaires moyens de 650 euros, ont mis en avant l'urgence d'une réappropriation populaire de la culture, avec les moyens nécessaires, et en lien avec la mémoire de grands moments musicaux ou théâtraux de ERT.



Un manifestant devant le siège de la télévision publique. REUTERS / JOHN KOLESIDIS

Coincidence ? Au même moment, les nazis ouvrent une chaîne pour mieux faire passer leurs messages de haine et de propagande à la Goebbels... De plus, le gouvernement prépare pour la suite la fermeture de 13 hôpitaux (5 pendant l'été ?), des fermetures et regroupements d'établissements scolaires, notamment dans les banlieues populaires...

Répondre la crise politique

Dans ce contexte, deux questions se posent. D'une part, il faut prendre la mesure de la crise gouvernementale. Le départ du gouvernement de Dimar, est certes un épiphénomène... aux conséquences pourtant importantes. Le nouveau gouvernement Nouvelle Démocratie / Pasok est une caricature du bipartisme qui a produit tous les scandales (affaires, favoritisme, pots de vins...) de ces dernières décennies. Le roi est donc nu, et risque de tomber lors d'un vote au Parlement. D'où des marchandages sans fin pour arriver à un nouveau gouvernement faisant de Venizelos (issu du Pasok) le

numéro deux du gouvernement, gouvernement intégrant les différents courants de la Nouvelle Démocratie, et suscitant un enthousiasme... de façade dans la presse bourgeoise. L'autre question est la capacité de la gauche à tracer des perspectives crédibles. Loin de traduire la lutte unitaire sur le terrain, le KKE et Syriza ont voulu organiser chacun de son côté un meeting la semaine dernière, des échecs dans les deux cas. De plus, la sortie du gouvernement de Dimar (qui annonce pourtant le soutenir !) amène des cadres de Syriza à vouloir reprendre langue avec ce courant droitier (et vice versa...). De son côté, la coalition Antarsya a appelé à une nouvelle grève générale cette semaine et exige un front de lutte pour chasser le gouvernement, ce qui pourrait être la proposition la plus concrète pouvant réunir les trois forces. L'actuelle mobilisation pourrait peut-être même accélérer les choses, dans la perspective d'un gouvernement qui rompe avec les mémorandums et prenne des mesures sociales d'urgence.

D'Athènes, A. Sartzekis

G8

Une réunion de brigands et de menteurs

Le G8 s'est réuni les 17 et 18 juin. Il comprend huit pays : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie. La Chine n'en fait pas partie. Trois dossiers essentiels ont été discutés durant ce G8 : la Syrie, la fiscalité et les relations commerciales internationales.

La semaine précédant le G8, le gouvernement français avait donné son feu vert à l'ouverture des négociations pour un traité de libre-échange avec les États-Unis. Le seul bémol important mis par la France est la culture, ce qui a amené le président de la Commission européenne, Barroso, à qualifier la position française de « réactionnaire ». Il avait pourtant obtenu l'essentiel de ce qu'il voulait.

Faire sauter les obstacles au marché

En effet, cet accord de libre-échange, s'il était conclu, serait un instrument supplémentaire de casse de ce qui reste des acquis sociaux et environnementaux européens au profit des intérêts des grands groupes industriels et financiers. Il ne s'agit pas seulement de droits de douane mais aussi, voire principalement, de normes et de règles régissant l'environnement, la qualité des produits alimentaires, le crédit, les assurances. Car ces règles sont considérées comme des obstacles aux échanges commerciaux et financiers. Ainsi, en matière agricole, les normes de qualité européennes sont d'un niveau le plus souvent supérieur à celles des États-Unis. L'accord pourrait ainsi faciliter l'entrée en Europe du bœuf aux hormones, des volailles lavées au chlore ou des OGM... Dans le même ordre d'idées, la loi française sur la fracturation hydraulique (gaz de schiste) pourrait

être considérée comme une barrière à l'investissement et traînée en justice devant un tribunal commercial international (comme il en existe à l'Organisation mondiale du commerce). Le texte accentuera encore la liberté des mouvements de capitaux. Les banques et compagnies d'assurance américaines pourront opérer librement en Europe. Les mutuelles pourront ainsi être concurrencées par les compagnies américaines qui font payer leurs clients en fonction de leur état de santé. À l'issue du G8, les négociations vont démarrer avec la bénédiction de Hollande. Il faudra se mobiliser.

Contre les paradis fiscaux... faire semblant !

L'autre grand sujet économique était la fiscalité. Il y a eu de grands roulements de tambour sur la fin des paradis fiscaux. Très bien mais, en 2009, le G20, c'est-à-dire le G8 + Chine, Inde, Brésil, etc., avait déjà proclamé sa volonté d'en finir avec les paradis fiscaux. Depuis, il n'y a pas eu grand-chose de concret. Pourquoi le sujet réapparaît-il aujourd'hui ? Une des raisons est le besoin de faire au moins semblant d'agir quand les peuples sont de plus en plus scandalisés par la destruction des services publics, et par l'augmentation des impôts et cotisations sociales pour la masse, alors que les « gros » y échappent. À l'issue du sommet, l'accord s'est fait sur une liste d'objectifs,

notamment sur le renforcement des échanges automatiques d'informations entre les services fiscaux des différents pays et sur une plus grande transparence concernant

François Hollande y est allé de sa déclaration triomphaliste : le G8 a accompli « un grand pas » dans la lutte contre la fraude fiscale, a-t-il déclaré. Le titre du quotidien



PHOTO THÉRIQUE ROUGE/JMB

les sociétés-écrans (qui permettent de dissimuler les bénéficiaires et les propriétaires réels). Mais le communiqué final ne contient aucun engagement ferme en vue de créer un registre des véritables propriétaires des entreprises, qui serait mis à la disposition de la justice et des services fiscaux. Car l'échange automatique des données ne sert pas à grand-chose si on se heurte à des structures opaques. Il faut connaître les propriétaires et bénéficiaires réels des sociétés et structures financières.

financier *les Échos* est plus proche de la vérité : des engagements, mais « peu d'actions concrètes ».

Car il ne faut pas oublier que le problème de l'évasion fiscale, c'est avant tout le comportement des banques et des capitalistes des pays riches. L'année dernière, le PDG de Google, Eric Schmidt, avait réagi avec fierté aux nombreuses attaques contre des pratiques de diminution des bénéfices. L'entreprise ne paye quasiment aucun impôt ? « Ça s'appelle le capitalisme », expliquait-il...

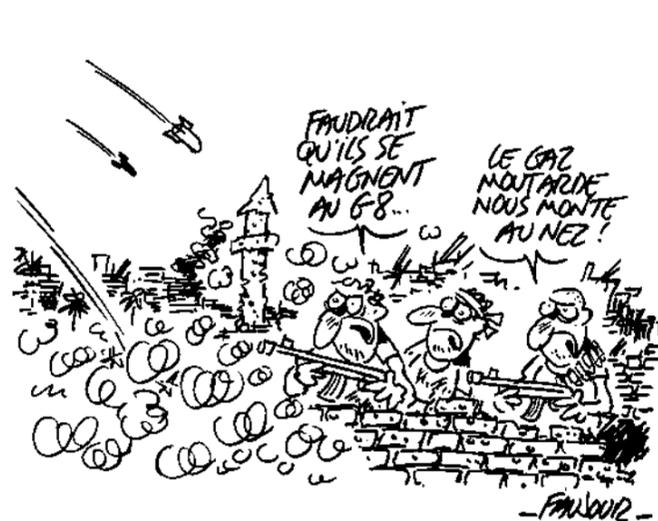
Henri Wilno

SYRIE Les armes et les manœuvres

La Syrie a été au menu du sommet du G8 en Irlande du Nord et de la conférence de Doha réunissant les pays dit « amis » de la Syrie dont les États-Unis, la France ou la Grande-Bretagne. Mais où sont les vrais amis du peuple insurgé ?

À la conférence de Doha, les pays présents ont déclaré leur volonté d'intensifier leur aide à la rébellion pour tenter de rééquilibrer le rapport de forces sur le terrain avant la tenue d'une conférence de paix à Genève. Les dernières victoires et avancées du régime sur le front militaire ont fait craindre aux puissances occidentales et du Golfe l'impossibilité d'imposer certaines de leurs conditions pour un futur règlement du conflit. L'Armée syrienne libre a confirmé avoir reçu le vendredi 21 juin de l'étranger des armes « modernes », notamment des armes anti-aériennes et anti-chars. Cette assistance militaire provient principalement de l'Arabie saoudite et du Qatar. Elle ne change pourtant pas les objectifs des grandes puissances occidentales qui ont été réaffirmés lors du sommet du G8 et de la conférence de Doha.

Pour Laurent Fabius, la France ne veut pas livrer à la rébellion syrienne des armes qui pourraient « se retourner » contre elle. Les appels des chancelleries occidentales et russes à l'organisation de la conférence de paix sur la Syrie de Genève 2 dans les plus brefs délais n'ont pas cessé, en vue d'un accord pour un gouvernement de transition,



« formé par consentement mutuel » entre le régime et l'opposition. Le sort du dictateur Bachar al-Assad reste la seule divergence : la Russie et l'Iran veulent son maintien, tandis que les occidentaux et les monarchies du Golfe désirent un nouveau dirigeant, plus ouvert à leurs intérêts. Les dirigeants du G8 ont par ailleurs déclaré être « très inquiets » de la « menace grandissante du terrorisme et de l'extrémisme en Syrie », en déplorant aussi « la nature de plus en plus professionnelle du conflit ».

Soutenir la révolution populaire

Ces déclarations font complètement fi de la responsabilité affichée sur le terrain par les masses révolutionnaire qui continuent à s'opposer aux dérives confessionnelles encouragées par le régime et par certaines factions de l'opposition soutenues par les monarchies du Golfe. Dans plusieurs régions libérées de Syrie, de nombreuses manifestations ont eu lieu contre les exactions de Jabhat al Nusra et groupes similaires. En fait, la seule manière de mettre fin

au terrorisme et au communautarisme du régime syrien et des groupes liés à al Qaida, c'est la chute du régime et la victoire des masses populaires auto-organisées sur les objectifs du soulèvement : liberté et justice sociale !

Ainsi, l'objectif des récentes livraisons d'armes, bien modestes encore, n'est pas la victoire de la révolution syrienne, mais de permettre juste aux révolutionnaires de survivre, tout en poussant l'opposition à un accord avec le régime. Un tel « équilibre des forces » est très loin d'être assuré d'ailleurs, au vu du soutien massif apporté par l'Iran et la Russie au régime criminel d'Assad, et de l'engagement redoutable du Hezbollah sur le terrain. Un accord avec le régime syrien marquerait aussi la défaite du processus révolutionnaire. C'est pour cela que la seule alternative est la continuation de la révolution populaire dans sa double forme pacifique et armée : avec le soutien de la société civile internationale et en réclamant que les gouvernements occidentaux fournissent immédiatement, et sans condition politique, des armes aux sections de l'Armée syrienne libre qui défendent les objectifs de la révolution.

Joseph Daher

ALLEMAGNE Vers une nouvelle organisation ?

C'est la guerre sociale en Europe. Qu'ils soient de droite ou « social-démocrates », les gouvernements deviennent de plus en plus violents socialement comme au niveau politique et policier.

Fermeture des radios et télévisions publiques en Grèce, 5000 manifestants blessés en Turquie, 60% des jeunes en chômage dans l'État espagnol et au Portugal, brutalité policière contre le mouvement Blockupy à Francfort... Des choses se passent, que beaucoup n'auraient pas imaginé ces dernières années.

C'est cette situation qui a été dénoncée lors d'un grand meeting qui s'est déroulé à Berlin le vendredi 14 juin. Organisé par les groupes participant à un processus de discussion pour une nouvelle organisation anticapitaliste (« Neue Antikapitalistische Organisation »), y ont notamment pris la parole Charles-André Udry, actif dans les courants de gauche de Syriza, Olivier Besancenot, Raquel Varela, historienne du Portugal et Erdugrul Kürkcü, militant révolutionnaire venu de Turquie. Et 300 personnes dans le public, ce qui en fait l'événement le plus important pour la gauche radicale berlinoise ces derniers temps.

« Révolutionner les révolutionnaires »

Le leitmotiv du meeting était bien dans l'air du temps, traitant des insurrections en Europe du Sud et de leurs perspectives. En pleine préparation du meeting ont éclaté les mouvements en Turquie. C'est ce qui nourrit une des certitudes qui s'est exprimée dans la réunion. La gauche anticapitaliste radicale européenne, et plus particulièrement celle d'Allemagne, ne peut pas continuer dans sa routine. Un nouveau regroupement politique, un nouveau organisationnel sont nécessaires. Il faut « révolutionner les révolutionnaires »...

Ce dicton de Rudi Dutschke de 1968 est plus actuel que jamais ; car si elle n'agit pas en conséquence, la gauche radicale sera punie par sa marginalisation. Il faut en finir avec les petits cercles auto-suffisants, avec le dogmatisme stérile et le schématisme. Nous avons besoin d'un pôle d'attraction radicalement anticapitaliste, où les débats stratégiques et internationalistes partent du quotidien.

« Die Linke » ne peut pas être ce pôle, c'est un parti ossifié et peu démocratique, qui depuis ses débuts met 90% de son énergie dans les élections et dont la majorité de ses membres cultive une nostalgie absurde de l'ex-Allemagne de l'Est. Avec les courants de gauche présents dans ce parti, nous cherchons la discussion politique et voulons les pousser à une réflexion critique.

De Berlin, correspondant



Le Tour de France, un mythe mobilisateur

Le Tour de France va s'élancer pour sa centième édition. Créée en 1903 par le journal l'Auto, institution peu respectable (à l'époque, clairement anti-dreyfusard et pendant la guerre plutôt collabo) ancêtre de l'Équipe, le Tour reste encore aujourd'hui un des événements les plus populaires en France et l'un des grands spectacles sportifs mondiaux, notamment au niveau médiatique...

Et cela malgré les scandales du dopage, ses morts et ses repentis. En dépit surtout et encore d'un Lance Armstrong qui avoue bêtement qu'il est impossible de gagner cette épreuve sans se charger.

Pour comprendre un tel engouement, il faut un peu remonter le fil de l'histoire et des histoires, celles notamment racontées par tant de belles plumes. Car s'il existe un sport littéraire, c'est bien celui-là, comme le démontre la très belle anthologie de Benoît Heimermann, «*Ils ont écrit le Tour de France: La Grande Boucle vue par les écrivains*» chez Flammarion.

Symbolique populaire

Il faut peut-être commencer par un détour inévitable, les usines, leurs masses laborieuses, et une certaine culture ouvrière de l'effort et du courage: «[...] le moment crucial où le progrès industriel de la société contemporaine est entré en contradiction avec la dure condition de vie imposée aux

milieux populaires» (Patrick Gaboriau, *le Tour de France et le vélo. Histoire sociale d'une épopée contemporaine*, Paris, L'Harmattan).

Le vélo, objet du désir ouvrier, du rêve paysan, transformé en emblème écolo des néo-citadins, va donc suivre un destin débordant l'«emprise» économique de cette discipline éminemment professionnelle, qui concentra précocement la critique du sport commercial (cf. *les Forçats de la route* d'Albert Londres en 1924). Rappelons-nous au passage que le jeune brigadier Pierre Sémard, futur dirigeant communiste et héros fusillé de la Résistance, arrondissait sa solde en participant à Valence à des courses.

Aussi, au-delà de la caravane publicitaire, des contrôles contrariés de l'AFLD, c'est bel et bien d'abord cette grande messe symbolique que tout le monde s'appête à célébrer: l'amour du peuple peut être aveugle.

King Martov

Spirou: un héros dynamique

Spirou a 75 ans et Angoulême les célèbre avec une fastueuse exposition. Ce personnage est d'abord un projet de journal porté par l'imprimeur Jean Dupuis qui se confond avec le personnage mascotte commandé en 1938 au graphiste parisien Robert Velter, dit Rob. Alors, Spirou ou Tintin? Rendez-vous à Angoulême pour vous faire une idée.

L'anonyme groom du Moustic Hôtel voit le jour le 21 avril 1938. Il va traverser les générations et être transcendé par ses illustrateurs successifs, se créer un monde bien à lui et se montrer toujours bien portant en 2013. C'est cet itinéraire que retrace avec enthousiasme, émotion et respect l'exposition d'Angoulême.

Une aventure esthétique

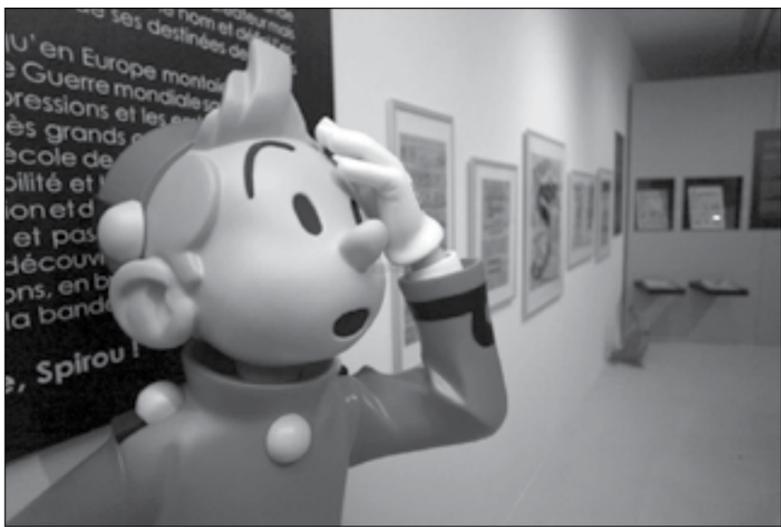
Durant les heures sombres de la guerre, le journal *Spirou* fut interdit par l'occupant nazi pour soupçon de Résistance. En effet, le cirque itinérant Spirou qui succéda et remplaça le journal servit bel et bien de réseau à la Résistance. Quelques panneaux de l'exposition sont consacrés à cette période héroïque qui verra surtout, du point de vue BD, Rob vendre ses droits sur le personnage à l'éditeur Jean Dupuis. Jijé, alias Joseph Gillain, reprendra le pinceau dès 1944. En fait, de Rob à Yoann, seize dessinateurs et une dizaine de scénaristes ont à ce jour fait vivre à Spirou 53 aventures. À travers des planches parfois très rares, l'exposition montre l'apport spécifique de chaque auteur au personnage: la malice de Rob-Vel, la fantaisie de Jijé, l'inventivité, la maîtrise technique et l'humour de Franquin, le charme poétique de Fournier, l'ironie rétro de Chaland ou le tropisme littéraire de Le Gall...

L'univers de Spirou... et de Franquin

Si pendant 75 ans, chaque auteur a amené quelque chose à Spirou, le visiteur ne pourra que constater l'apport unique et non dépassé de Franquin à la série. C'est l'auteur de Gaston Lagaffe qui fit de Spirou la vedette incontestable du journal du même nom et de la série un classique de la bande dessinée mondiale. Son trait caractérisé par le dynamisme

et la souplesse allié à une inventivité débordante et à un humour inépuisable feront de Franquin le rival d'Hergé. Spirou ou Tintin? Voilà la question que se posaient les jeunes amateurs de BD

L'imaginaire de Franquin occupe toute-fois la place centrale avec les inventions incroyables du comte de Champignac (la Turbotraction...) ou tous les engins que le méchant Zorclub invente pour



dans les années 60, avant de s'interroger sur leur préférence entre les Beatles et les Rolling Stones...

La réponse donnée par cette exposition c'est que si Spirou, le personnage, a pu survivre à Franquin, c'est grâce à l'intelligence de l'éditeur qui su acheter les droits de Spirou et confier sa destinée à des grands de la BD, à la différence de Tintin enfermé dans la tombe d'Hergé.

Les personnages de Spirou

L'exposition consacre beaucoup de place à l'univers et aux personnages de Spirou. Le groom au calot rouge et Spip l'écureuil ont été créés par Rob-Vel en 1938. Fantasio, créé par Jijé, est le premier compagnon d'aventure de Spirou.

dominer le monde, le Marsupilami et son appendice caudal de 8 mètres, Zantafio, le méchant cousin de Fantasio, la journaliste Seccotine qui s'y entend pour décrocher des scoops aux dépens de Fantasio...

L'univers est riche. Si l'on veut prendre aussi le temps de parcourir le journal grâce aux tablettes tactiles, il faut donc prévoir 2 à 3 heures pour la visite de cette riche exposition.

Sylvain Chardon

Le Musée de la Bande dessinée
121 rue de Bordeaux à Angoulême.
Jusqu'au 6 octobre 2013, du mardi au vendredi de 10h à 18h

CULTURE ESTIVALE

Les goûts et les co



Petits zécolos

Être écolo, c'est comme tout, ça s'apprend plus facilement quand on est petit. Et les enfants aiment bien aussi les livres qui leur parlent de choses «sérieuses».

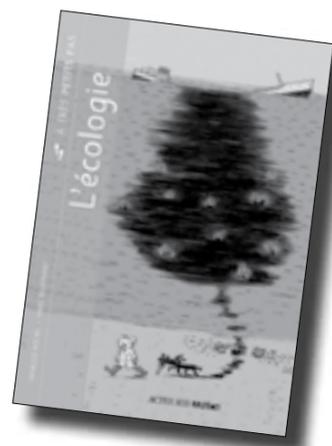
À partir de 3 ans, dans *Les p'tits bio*, chez Petite plume de carotte, jolis dessins et bonnes idées pour découvrir le jardinage, même sur *Mon p'tit balcon bio* (12,5 euros). Chez Sassi junior, Nina et Nello se demandent s'ils peuvent faire disparaître les déchets par un tour de magie. La fée Béatrice leur explique: «*Quand tu tries, la vie est belle, à tes déchets tu mets des ailes, tu leur offres une nouvelle vie, et la nature tu embellis*» (8,90 euros). À partir de 6 ans, deux livres qui proposent des expériences, *l'Écologie* chez Mango et *Petit manuel d'écologie*

chez Auzou. Des idées à fabriquer à partir de matériaux récupérés à la maison avec le *Livre de la récup'* chez Fleurus (14,95 euros).

La très bonne collection À petits pas de Actes Sud junior nous offre, pour 7 euros, *l'Écologie à très petits pas*. L'auteur, François Michel, est enseignant, géologue et guide de haute montagne. En 80 pages, il présente les différentes pollutions, dégradations et destructions («*Est-ce qu'on peut laver l'eau?*») ainsi que des moyens simples et quotidiens pour y remédier («*Toi, nous, que pouvons-nous faire?*»), en rappelant aussi les responsabilités des gouvernements. Superbes illustrations de Marc Boutavant qui mettent en scène de manière humoristique deux enfants et de nombreux petits animaux personnifiés.

À partir de 9 ans, il y a *La biodiversité* et *Le développement durable à petits pas* (13 euros). Dokéo + propose *Protéger la terre*, très complet (même si un peu ringard graphiquement...) pour 16 euros.

Et enfin, recommandé dans les meilleurs terriers, *Les meilleures activités nature réunies!* de Frédéric Lisak chez Milan Copain. Plein d'activités par saison, pour partir à la découverte de la nature de proximité sur le balcon, dans le jardin, en ville...
Isabelle Guichard



ts couleurs...

A lors que le soleil tarde à se montrer, Tout est à nous ! vous propose cette semaine une double page pour mieux cultiver l'art de se reposer en vacances... ou celui se détendre après le boulot en été. En tout cas, il y en a pour tout les goûts, et même pour tous les âges !

Dossier coordonné par Catherine Segala

Avignon : choisir son festival ?

Lorsque Jean Vilar crée en 1947 la « semaine d'art en Avignon », il ne peut se douter de la place décisive que prendra au fil des ans ce rendez-vous. Et lorsque, vingt ans plus tard, le dramaturge avignonnais André Benedetto, propose un spectacle en périphérie du festival, il ne peut à son tour imaginer qu'il donne ainsi naissance, quasi accidentellement, au festival « Off ».

Depuis cette année, cohabitent ainsi deux festivals. L'un, le « In », est le fruit d'une programmation (théâtre, danse, performances...). Il regroupe cette année une quarantaine de propositions et deux artistes importants lui sont associés : le metteur en scène Stanislas Nordey et l'auteur-metteur en scène Dieudonné Nianguna (mais il faudrait en mentionner d'autres...). Ce festival est un lieu de créations, c'est-à-dire d'expérimentations, de possibles déceptions, mais aussi de radicalité et d'inventions. Cependant, les tarifs rendent, pour le plus grand nombre des spectateurs, impossibles les prises de risque et la curiosité...

Un lieu incontournable

L'autre, le « Off », propose cette année plus de 1250 spectacles. Pour y présenter un spectacle, il faut le décider et... payer. Il est comme un concentré des violences que le néo-libéralisme impose au domaine de la création. Des compagnies s'endettent, acceptent parfois des conditions de travail inadmissibles pour y jouer, dans l'espoir d'être ainsi

repérées, achetées et diffusées. Pendant ce temps, d'autres s'enrichissent : des lieux louent à des tarifs scandaleux des créneaux dans des salles parfois improbables, tandis que des producteurs palpent les bénéfices de comiques « vus à la télé » (il est impossible d'ailleurs de ne pas être agressé par le sexisme de certaines affiches). Pour autant, le Off reste un lieu incontournable de découvertes, qui rend compte de la vitalité si peu médiatique et de la diversité du théâtre contemporain... Enfin, cette année, dix ans après la grève des intermittentEs, et alors que de nouvelles menaces pèsent sur leur régime spécifique d'assurance chômage, une manifestation aura lieu le 13 juillet à 11h30, à l'appel de la CGT Spectacle, pour protester contre la politique culturelle de Hollande faite de reniements et d'abdications et manifester aussi la détermination des intermittentEs et la solidarité de leurs spectateurEs.

Olivier Neveux

67e festival d'Avignon, du 5 au 26 juillet
Avignon « Off », du 8 au 31 juillet

DVD

« SUGAR MAN »

Kobo Town
Documentaire de Malik Bendjelloul (ARP) 16 euros



Le succès de ce documentaire en a surpris plus d'un, et tout d'abord le premier concerné, Sixto Rodriguez. Imaginez que soit attribué un Oscar à l'histoire d'un chanteur engagé de folk, fils d'immigrés mexicains de Detroit, devenu dans les années 70 une star en Afrique du Sud (et un peu en Jamaïque et en Nouvelle-Zélande), mais ayant sombré ensuite dans l'oubli aux États-Unis, au point que d'aucuns le croyaient mort... Naturellement, certains reprochent ensuite au réalisateur d'enjoliver le parcours rédempteur du personnage, qui désormais remplit les Zénith. Reste que ce film éclaire avec beaucoup d'humanité une époque et la paradoxale vocation universelle de la musique populaire. Bien avant internet et Deezer.

King Martov

POLICIER

LE DERNIER D'ENTRE NOUS



Neil Gordon, 10/18, 9,60 euros.

Jim Grant est un avocat d'affaires de renom, un homme qui a réussi sa vie. Seulement voilà, son passé refait surface vingt ans après. Jason Sinai, de son vrai nom, est recherché par toutes les polices des États-Unis pour son rôle d'activiste dans le groupe contestataire d'ultra-gauche, le Weather Underground, dans les années 70, au moment où les États-Unis étaient en pleine guerre contre le Vietnam. Mêlé à un meurtre lors de l'attaque d'une banque, il a dû entrer dans la clandestinité.

Ce thriller passionnant est écrit sous la forme de 42 mails, envoyés par les différents protagonistes liés à l'histoire et ayant tous pour destinataire Isabelle, la fille de Jim Grant. Neil Gordon nous plonge ainsi dans une histoire peu connue des USA, dans laquelle des étudiants blancs de la petite bourgeoisie pensent qu'une révolution sociale proche des mouvements libertaires est possible.

Béatrice

La sélection des libraires de La Brèche

BEAUTÉ FATALE de Mona Chollet,

éditions Zones, 18 euros
Ce livre comble un vide. Peu d'analyses récentes travaillent sur la presse dite féminine, les groupes industriels de produits de beauté et les relations entre image et construction / destruction de soi. Pourtant, dans ce cadre qui ne saurait gommer ou annihiler les contradictions, les femmes luttent et, pour une part d'entre elles, si elles cèdent, elles ne consentent pas... L'humour de l'auteure rend la lecture réjouissante, derrière la banalité de « l'horreur quotidienne ». Ses analyses rendent palpable que « l'émancipation n'est pas déjà là », quoi qu'en disent certainEs.

La question du corps pourrait bien constituer la clé d'une avancée des droits des femmes sur tous les autres plans, de la lutte contre les violences à celle contre les inégalités au travail.

COMMENT J'AI CESSÉ D'ÊTRE JUIF de Shlomo Sand,

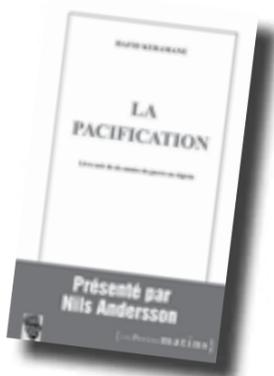
éditions Flam, 12 euros
La fabrication de l'hébreu qui devrait se nommer l'israélien, le rejet du yiddish, la négation en soi de toute arabité des juives et juifs du Proche et Moyen-Orient, l'invention d'un peuple-race, le mythe religieux de la descendance d'Abraham, la légende chrétienne du peuple maudit, le rôle de l'appareil éducatif et de l'appareil militaire dans la construction de l'identité, la Bible comme livre d'histoire héroïque et laïque, jusqu'au tabou suprême : la dénonciation de « la revendication intransigeante de l'exclusivité juive sur le crime nazi »... Tout y passe.

L'auteur démonte entièrement la mécanique sioniste et conclut : « Supportant mal que les lois israéliennes m'imposent l'appartenance à une ethnie fictive, supportant encore plus mal d'apparaître auprès du reste du monde comme membre d'un club d'élus, je souhaite démissionner et cesser de me considérer comme juif ».

LA PACIFICATION de Rafid Keramane,

éditions Les Petits Matins, 16 euros
Ce livre paru, et interdit, en 1960 décrit la paix (des cimetières) par « pacification » à la française. Un témoignage indispensable des atrocités françaises, enrichi par la présentation par Nils Andersson, l'éditeur de 1960, qui raconte

l'aventure de ce livre interdit. À l'image des éditeurs de la trempe des Maspero ou des Lindon, il a osé en pleine guerre d'Algérie faire passer son devoir d'anti-colonialiste avant les intérêts de la « République ».



LA CAGE D'ACIER de Michaël Löwy,

éditions Stock, 18 euros
Mise en parallèle de Karl Marx et de Max Weber que tout pourrait sembler opposer... Le marxiste révolutionnaire contre le libéral ? Les choses seraient si simples. Michaël s'attache à montrer qu'il y a chez Weber une approche « marxiste » du rôle des classes sociales et de l'État qui l'amène à « une critique globale du capitalisme et de sa course effrénée au profit qui enferme l'humanité dans un système implacable », n'hésitant pas à parler de la « nuit polaire, glaciale, sombre et rude » que le capitalisme nous prépare.

HÔTEL ADLON de Philip Kerr,

éditions du Masque, 8,10 euros
Berlin, 1934. Bernie Gunther, chassé de la Kripo, gangrenée par les nazis, en raison de ses sympathies pour la république de Weimar, s'est reconverti : il est maintenant responsable de la sécurité de l'hôtel Adlon. Alors qu'il s'échine à effacer de sa généalogie un quart de sang juif, le patron d'une entreprise de construction est assassiné dans sa chambre après avoir passé la soirée avec un homme d'affaires américain véreux, ami de hauts dignitaires nazis.

Une séduisante journaliste, chargée par le Herald Tribune d'enquêter sur la préparation des Jeux olympiques de Berlin, engage Bernie. Le sort d'un boxeur juif dont le corps a été repêché dans la Spree lui semble le bon moyen pour rendre compte du climat de démesure meurtrière et de répression antisémite qui règne sur la capitale allemande.

L'HONORABLE SOCIÉTÉ de Dominique Manotti et DOA,

éditions Folio, 7,50 euros
On pourrait penser que c'est encore un énième polar sur le thème de la finance et du monde politique corrompus... Il n'en est rien. Ce polar est un bijou, radical à souhait et mené avec brio. Le passé politique de Dominique Manotti y serait-il pour quelque chose ?

librairie
la-brèche.com
COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-brèche.com
contact@la-brèche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h



ARGENTEUIL (95)

Rassemblés contre le racisme

C'est devant la sous-préfecture d'Argenteuil qu'un millier de personnes se sont rassemblés samedi 22 juin pour protester contre les violences policières et de l'extrême droite contre des femmes voilées dans les rues de la ville.

À la suite d'une de ces agressions, une jeune femme a fait une fausse couche. Ce rassemblement silencieux était essentiellement destiné à donner la parole aux victimes de ces agressions et à exiger que les coupables soient identifiés, jugés, sanctionnés. Les différentes associations locales ont dénoncé cette montée de l'islamophobie qui tue. Certains participants sont restés un peu sur leur faim, devant la faible référence au contexte plus large de la politique gouvernementale à l'encontre des immigrés et des violences de l'extrême droite.

Travailler à unir

À Argenteuil, l'alternance, ce n'est pas seulement au niveau de la présidence de la République ou du gouvernement. Elle est bien plus proche, au niveau d'une ville gérée pendant des années par le PCF et la gauche, puis un temps par l'UMP, et aujourd'hui par un Parti socialiste à visage social-libéral. Mais il ne faudrait pas que ces réserves à l'encontre des politiques, réserves qui ont conduit les animateurs à ne pas appeler à la manifestation parisienne de dimanche contre l'extrême droite, conduise à un isolement, à une « communautarisation » de cette colère. La lutte contre le racisme est indivisible, elle doit être l'affaire de toutes et tous, dans l'unité la plus large.

Robert Pelletier

ALFORTVILLE (94)

Un sans-papier arrêté par délation

Un travailleur sans-papier a été arrêté le 4 juin alors qu'il se faisait soigner dans un centre dentaire d'Alfortville... Il a été dénoncé à la police par celui-ci ! Il est désormais au centre de rétention du Mesnil-Amélot, en attente d'expulsion. Ce travailleur résidait en France depuis 13 ans.

Jusqu'ici, les établissements de santé étaient préservés des interventions policières, ce qui permettait aux sans-papiers d'accéder à un minimum de soins médicaux. Il est clair que si ces travailleurs considèrent que ces endroits sont « à risque », ils les éviteront désormais. À la précarité sociale de ces travailleurs s'ajouterait donc une crise sanitaire.

Pour la libération immédiate

Le maire d'Alfortville, Luc Carvoumas, n'a cessé de vanter sa proximité avec le ministre de l'Intérieur Valls. Que n'intervient-il en direction du ministère pour obtenir la libération du travailleur incarcéré ? C'est en tout cas ce qu'exige notre organisation.

Un communiqué unitaire de la gauche sociale et politique a été fait. Le NPA 94 se joint à tous ceux qui exigent la libération immédiate, la levée de l'OQIF (obligation de quitter le territoire français) qui le vise, et la délivrance d'un titre de séjour.

Le NPA 94

CÉSAIRE Un grand poète anticolonialiste

Aimé Césaire est mort il y a 5 ans et l'on célèbre ces jours-ci le centenaire de sa naissance. Fils d'un petit fonctionnaire de la Martinique coloniale, arrière-arrière petit fils d'un des révoltés de 1833 de la Martinique esclavagiste, Aimé Césaire a marqué le XX^{ème} siècle par sa place dans la lutte contre le colonialisme.

Arrivé en France en 1931 au moment de l'Exposition coloniale, il se lance immédiatement dans la lutte pour la reconnaissance des droits des peuples noirs et coloniaux. Il fréquente de près les jeunes communistes de Normale supérieure, mais se consacre essentiellement à l'organisation étudiante martiniquaise et à la publication, fondée par lui, *l'Étudiant Noir*.

Résistances littéraire et sociale

Dès 1936, il entreprend la rédaction, publiée en 1939, de l'œuvre remarquable *Cahier d'un retour au pays natal*. Il y définit un cheminement qu'il ne reniera jamais. D'abord, la condamnation du racisme : « Aucune race ne possède le monopole de la beauté, de l'intelligence, de la force et il est place pour tous au rendez-vous de la conquête. » Puis la solidarité avec les opprimés du monde : « Je serai un homme-juif, un homme-cafre, un homme-hindou-de-Calcutta, un homme-de-Harlem-qui-ne-vote-pas... un homme-pogrom ». Ensuite l'affirmation de la négritude : « Ma négritude n'est ni une tour ni une cathédrale... mais faites de moi un homme d'ensemencement... ne faites point de moi cet homme de haine pour qui je n'ai que haine... Ce que je veux c'est pour la soif universelle, pour la faim universelle, la sommer libre enfin de produire de son intimité close la succulence des fruits. » Et enfin le rôle de l'homme poète désireux de participer à la lutte anticoloniale : « Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche, ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir. »

En septembre 1939, Césaire revient en Martinique comme professeur de lettres classiques. Il va y vivre la dure période du régime de Vichy pendant lequel il publiera la revue *Tropiques* dans une écriture surréaliste qui marque sa résistance à ce qu'il a appelé l'Ombre. Il rencontrera André Breton, admirateur de Trotsky ainsi que le peintre Wilfrédo Lam, tous deux résistants qui deviendront ses amis. Dès 1943, il relancera son activité poétique et littéraire à travers ses essais, ses pièces de théâtre, s'intéressant comme arrière-plan à l'histoire de la Caraïbe, la traite négrière, l'esclavage, son abolition, les indépendances de la Caraïbe, le destin d'Haïti, et la décolonisation de l'Afrique noire.



Olivier Besancenot, Gilbert Pago, Aimé Césaire et Philippe Pierre-Charles/DR

Contradictions d'un engagement

En 1945, il sera sollicité par le Parti communiste pour les élections municipales, législatives et cantonales, élections qui feront de Césaire un dirigeant communiste populaire. C'est alors qu'il défendra avec brio la revendication de l'assimilation des vieilles colonies à la France, alors qu'il avait combattu farouchement cette idée. Il dira que son combat était la départementalisation et non l'assimilation.

En 1959, les émeutes de décembre mirent dans la rue des milliers de jeunes contre le racisme, le chômage et entamèrent fortement le mirage assimilationniste. Une autre contradiction chez Césaire qui eut des contacts avec des oppositionnels du Parti Communiste en France mais il n'arrivait pas à dire ses doutes. On le vit même publier dans la presse russe des poèmes à la gloire de Staline, mais il ne les publia jamais dans ses recueils. On sait la polémique importante qu'il eut avec Aragon et les *Lettres Françaises* et ses répliques retentissantes et brutales à ce dernier et à René Depestre. Un rejet catégorique du « réalisme soviétique ».

En 1950, dans le *Discours sur le Colonialisme*, il avait brillamment mis l'accent sur un phénomène qui constituait un autre aspect de la montée révolutionnaire. Il avait alors exprimé ses réticences au « vote des pouvoirs spéciaux » à Guy Mollet par les communistes en janvier 1956, et s'était rangé sans réticences au côté du « Congrès des écrivains et artistes noirs » au milieu de plusieurs militants nationalistes. Il avait gardé de multiples et ouvertes relations avec les surréalistes dont Breton et des anarchistes comme Daniel Guérin. Il était de ceux qui demandaient que les communistes martiniquais créent leur propre parti au lieu d'être une fédération du PCF, bien que ce combat ait été mené de manière discrète. Après le rapport Khrouchtchev et les insurrections en Pologne et en Hongrie en 1956, il démissionne du Parti communiste. Sa lettre à Maurice Thorez reprend des griefs qui sont les mêmes que ceux des courants trotskistes au PCUS et au PCF.

Le grand poète anticolonialiste fut une figure politique mondiale.

Gilbert Pago

AFFAIRES

Tapie, Lagarde, Sarkozy... une « bande organisée »

Bernard Tapie a été placé lundi en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'affaire du Crédit Lyonnais. Avant de se rendre à la convocation des juges, il s'était exclamé sur Europe 1 : « Qu'est-ce que vous croyez ? Des rendez-vous comme celui-là, j'en ai eu sept avec Eva Joly. Résultat : six non-lieu et une relaxe [...] même système, même procédure, j'en ai rien à foutre »...

Tapie a sûrement raison de ne pas s'inquiéter de son sort personnel mais cette affaire donne un tableau éloquent des amitiés particulières entre le monde de l'argent, le pouvoir et ceux qui le servent.

De rebondissement en rebondissement, se déroule la série des complaisances et acteurs compromis dans cette escroquerie d'État où se mêlent l'avidité sans borne d'un homme d'affaire véreux et la complaisance affichée d'un Président de la République à l'égard des voyous de la haute et du fric...

Un autre personnage, Pierre Estoup, vient d'être mis en examen. C'est lui qui a rédigé en 2008 l'arbitrage qui a donné raison à Tapie et obli-

gés le Consortium de réalisation (CDR), l'organisme public chargé de liquider les vieilles affaires du Crédit Lyonnais, à lui verser 403 millions d'euros... dont 45 millions au nom du « préjudice moral ». Ses liens anciens avec Tapie étaient, semble-t-il, connus de tout ce milieu des copains et des coquins.

Tout avait commencé en 1992. Bernard Tapie entre au gouvernement alors que Mitterrand est Président de la République. Il cède l'essentiel de ses entreprises, dont Adidas acheté deux ans plus tôt et revendu par le Crédit Lyonnais deux milliards de francs, prix inespéré pour Tapie. Mais ce dernier estimera avoir été floué par son banquier. Il engage alors une bataille judiciaire contre l'État représenté par le Consortium de réalisation (CDR).

Escroquerie d'État

En 2007, Sarkozy – que soutient Tapie – est élu. En octobre de la même année, la nouvelle ministre de l'Économie, Christine Lagarde, ordonne au CDR de régler le conflit par un arbitrage privé plutôt que par la justice ordinaire, arbitrage de complaisance qui octroie donc 403 millions à Tapie.

Le 4 août 2011, la Cour ouvre enfin une enquête visant Lagarde pour « complicité de faux » et « complicité de détournement de biens publics ». Puis une information judiciaire contre X est ouverte en septembre 2012 pour « usage abusif des pouvoirs sociaux et recel au préjudice du Consortium de réalisation (CDR) », ensuite étendue à « détournement de fonds publics ».

Le 10 juin dernier, l'ancien directeur de cabinet de Lagarde, Stéphane Richard, aujourd'hui PDG d'Orange, et l'ex-président du CDR, Jean-François Rocchi, sont mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». Tout ce petit monde se tenait par la barbichette avec la bénédiction de l'Élysée où Guéant organisait les réunions...

À travers les méandres de l'affaire s'étale la nullité de ce milieu qui gravite autour du pouvoir ou l'exerce au plus haut niveau. Comme cette lettre à Sarkozy de Mme la marquise Christine Lagarde qui lui « demande pardon » pour avoir « échoué périodiquement » et conclut : « Utilise-moi pendant le temps qui te convient ! Pas très brillants les sommets de l'État et de la finance. »

Yvan Lemaitre

GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE (38)

La performance contre le service public

Entretien. Depuis le 16 mai, les salariéEs de GEG (Gaz Électricité de Grenoble) s'opposent à un « plan de performance » qui menace salariéEs et usagerEs, et posent des questions de fond sur le service public, l'énergie et les politiques municipales socialistes. Sophie Cavagna, élue CGT, précise ces enjeux.

Comment a démarré le mouvement à GEG?
GEG est une Société d'économie mixte. L'actionnaire majoritaire est la ville de Grenoble, puis Gdf-Suez. Fin 2012, la direction a présenté son projet stratégique industriel, annonçant un plan de performance. Il faudrait faire des économies, suite à la loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'électricité). On a découvert ce plan le 16 mai. Il consiste à trouver 4 millions d'économies par an à partir de 2017, 2 millions dès 2014. Ce sont 61,5 postes qui seront supprimés, 14% de l'effectif, et l'externalisation en masse de services qu'on assure aujourd'hui dans la proximité. Nous contestons la légitimité de ce projet. Tout a été fait dans le secret, aucune organisation syndicale n'a été sollicitée. La direction refuse de nous informer sur les éléments financiers qui les ont conduits à ce plan. Nous, on veut pouvoir proposer des solutions alternatives pour préserver l'emploi et le cœur de métier de GEG, ce qui fait notre force ! Pour les y obliger, on les a emmenés sur un « droit d'alerte » (procédure alertant sur des pratiques dangereuses de l'entreprise). On espère ainsi obtenir toutes les pièces qu'ils ne veulent pas nous remettre.

Quelles seraient les autres conséquences de ce plan ?
Ce projet va dénaturer le service public de distribution de l'énergie à Grenoble, on va perdre en qualité de service, en proximité, en réactivité. Par exemple, ils veulent externaliser totalement la relève des compteurs, les appels clients de souscription et résiliation, les dépannages de nuit... L'externalisation, on le sait, ça amplifie la précarité des salariéEs. Dans le dossier, il y a des arguments odieux : les appels, c'est un travail pénible, alors on les va refoirguer à d'autres... Donc ces autres salariéEs, eux, ce n'est pas grave s'ils souffrent...



Comment se passe le mouvement ?
La CGT, est le seul syndicat dans l'action, à avoir déposé un préavis de grève. Les salariéEs ne sont pas en grève en permanence : il y a des journées d'action. On informe régulièrement en assemblée générale. On défile très régulièrement. Sur les marchés, les lieux de passage, on a un très bon accueil de la population qui s'inquiète pour les services publics. On a lancé une pétition (<http://geg.cgt.blogspot.fr>) qui nous permettra de provoquer un débat public. Au niveau politique, on a été reçuEs par Destot, député-maire PS de Grenoble : ça a été une mascarade complètement stérile. On a demandé ce qui les avait convaincus de cautionner, en tant qu'élus de gauche, 62 suppressions d'emploi et l'externalisation. Ils n'ont pas répondu, disent juste qu'ils

cautionnent le plan. On est ressortiEs encore plus remontéEs. Le fondement de ce plan est global. De grosses réformes sont en cours chez Gdf-Suez, supprimant des postes, et ils veulent nous les appliquer. Nous sommes aussi convaincuEs que la mairie défend le plan dans le cadre des débats en cours sur la régionalisation de la distribution de l'énergie. Elle veut baisser la masse salariale.

Quelles sont les perspectives ?
Le CHSCT a été sollicité, il y a une expertise en cours sur l'impact de ce plan sur les conditions de travail et de sécurité. La direction nous a annoncé qu'au mois d'août on serait plus ou moins en pause. Donc on imagine qu'on sera encore dans la mobilisation en septembre.
Propos recueillis par J. Rostier

CIF Sortir de l'isolement, c'est urgent

Une lutte révélatrice de la situation... Ce mercredi 19 juin, un rassemblement était organisé par l'UD CGT à Bordeaux pour l'emploi et les retraites. Nous étions une centaine de militantEs. Beaucoup d'entre nous étions pour le moins sceptiques sur la stratégie adoptée par les structures CGT.

En effet, la multiplication des actions durant ces derniers jours, chacun dans son coin, ne s'avère pas du tout efficace (EDF, postiers, cheminots, santé... rien que sur cette seule semaine). En rentrant de cette mobilisation, nous, syndiquéEs de Ford, sommes tombés quasiment par hasard sur un autre rassemblement à quelques centaines de mètres : celui des employés du Crédit immobilier de France. Les 80 salariéEs de Bordeaux étaient en grève à l'occasion d'une journée d'action nationale contre la liquidation annoncée de leur banque. Une banque qui se porte bien ! Avec la complicité du gouvernement qui laisse liquider une banque à vocation sociale, les dirigeants du CIF finalisent un PSE se traduisant au final par 2 500 suppressions d'emplois au niveau national.

Combattre l'éparpillement

Rassemblés devant leur agence, ces salariéEs avaient besoin de parler de leur situation, révoltéEs par les trahisons du PS qui avait promis de sauver le CIF. Des salariéEs sans perspectives car isoléEs, sans « expérience » et du coup sans trop savoir quoi faire. Nous avons parlé du rouleau compresseur qui touche l'ensemble des salariéEs, qui trop souvent se retrouvent impuissants face aux licenciements. Rien qu'à Bordeaux et aux alentours, plusieurs usines disparaissent (Labso-Chimie, Mondy, Mod'8), le magasin Virgin vient de fermer, Oxbow licencie 80 personnes, soit les deux tiers du personnel... et pourtant il n'y a aucune initiative centrale, unitaire sur le département. Notre vrai problème est de savoir comment se défendre face à l'offensive patronale. Et de suite se pose la question du manque de liens de solidarité entre salariéEs, l'absence de coordination entre les secteurs qui résistent. Et aujourd'hui, les structures syndicales n'aident pas à combattre cet éparpillement. La rencontre avec les salariéEs du CIF met en évidence cette nécessité de construire un réseau militant qui permettrait de retrouver la confiance et de lutter efficacement. À suivre... et vite!
Philippe

VIRGIN

Des occupations... et 15 millions !

Les magasins Virgin sont fermés, l'entreprise est liquidée et plus de 1 000 salariéEs seront licenciéEs dans les jours qui viennent. Ainsi résumée, la résistance acharnée des gilets rouges depuis décembre 2012 ressemble à un échec...

C'est vite oublier la nature des adversaires auxquels les salariéEs, peu organiséEs syndicalement, étaient confrontéEs. D'un côté, les actionnaires, à commencer par Butler, qui aura dû assumer à hauteur de 2,5 millions d'euros la casse sociale ainsi occasionnée, mais également Lagardère, qui aura aussi été vilipendé. De l'autre, des repreneurs, pour la plupart les principaux concurrents de Virgin, qui avaient tout intérêt à voir la société liquidée, et des bailleurs, à commencer par celui de l'emblématique magasin des Champs-Élysées, portés par la spéculation immobilière, visant les emplacements des magasins, souvent de premier niveau.

Tourner la page dans la dignité
La stratégie de moments forts de

l'intersyndicale (plus de 600 virginiens sur toute la France, par exemple sur Paris le 29 janvier) a porté ses fruits, faisant passer le financement du plan « social » de 2,5 millions en avril à 8 millions en mai. Mais c'est indiscutablement les occupations de magasins qui ont précipité les choses : 8 sur 26 ont été investis jour et nuit par les salariéEs, y compris venant de magasins lockoutés par la direction, et cela du 11 au 21 juin. Ces occupations n'auraient jamais pu tenir sans un fort soutien local : celui de syndicalistes CGT et SUD ainsi que de militants politiques du NPA et du FdG, des visites d'élus et la solidarité financière de la part des clientEs et des habitantEs concernéEs. Le résultat est que, en dépit de la liquidation prononcée le 17 juin, la liquidatrice nommée par le tribunal

de commerce, s'est engagée rapidement, à hauteur des 15 millions d'euros revendiqués, pour le financement du PSE, incluant le personnel des filiales. C'est donc avant tout un sentiment de soulagement et de fierté qui domine, propre à inspirer d'autres travailleurs : même les médias les plus libéraux parlent de la victoire des Virgin. L'élan de la lutte n'est d'ailleurs pas terminé : une association des ex-salariéEs devrait rapidement voir le jour et une action de soutien au personnel de Virgin Mobile, licencié avec un PSE « Code du travail », est prévue. À noter que le PDG de cette société n'est autre que Geoffroy Roux de Bézieux, actionnaire minoritaire des Mégastores... et prochain vice-président du Medef!
Correspondants

ISOPRO (MARSEILLE)

Travail égal, salaire égal

Affectés à la sécurité du métro/tram/bus de Marseille, les salariéEs de la société Isopro sont en grève depuis vendredi 21 juin. Regroupant FO, UNSA, CFTC et Solidaires, l'intersyndicale n'a pas pu engager de négociation sur leurs revendications. La direction ne veut rien entendre.

Les salariéEs luttent pour l'égalité salariale et un statut social identique au contrat précédent que l'ancien délégué de service public avait signé à l'époque avec la Régie autonome des transports de Marseille. Des revendications pleinement justifiées du point de vue du code des collectivités territoriales et du code du travail.

Lutte pour l'égalité

À quoi aboutissent les délégations de service public (DSP) qui constituent des formes de privatisation de ces services ? La plupart du temps à des statuts et des salaires inférieurs à ceux des employéEs des services publics comme à la Régie des transports de Marseille. De plus, on voit aussi que les prescriptions du code

du travail concernant la reprise des précédents contrats et du statut social des salariéEs ne sont pas respectées. Il est plus que temps que Karim Zéribi, président de RTM et député européen EELV, son directeur général Reboud, la Communauté urbaine et sa régie, qui sont les autorités organisatrices, mettent fin à ce scandale. Ils doivent rappeler au gérant d'Isopro, Bernard Joseph-Mathieu, ses obligations. Il est vrai que François Hollande vient de faire l'apologie des partenariats public privé (PPP) comme moyen de développer la croissance et de mettre fin à la crise. Mais que deviennent les salariéEs ? La réponse leur appartient. Apportons-leur tout notre soutien !
Correspondante



Les comités en action !

Indre-et-Loire :

débat public avec Christine Poupin

Quelle réponse politique apporter alors que le fond de l'air est mauvais ? Comment faire de la défense des retraites, de la protection sociale un des terrains de luttes pour la nécessaire résistance sociale et populaire ? C'est autour de ces questionnements que ce sont retrouvés le jeudi 20 juin à Saint-Pierre-des-Corps près de Tours une grosse trentaine de personnes pour débattre avec Christine Poupin. Un public militant, attentif, conscient des difficultés de la période et pour qui le NPA a une place à tenir dans la période à venir. Comme cela a été redit, une place qui combine la construction d'une opposition de gauche dans la rue face aux politiques d'austérité du gouvernement, une réponse politique dans la construction d'une alternative qui défende les intérêts des couches populaires et la diffusion d'un programme de mesures anticapitalistes pour rompre avec cette société.

Des débats qui résonnent particulièrement dans le département, à l'heure où Michelin, patron voyou, annonce plus de 700 licenciements et la fermeture du site de Joué-lès-Tours ! Le NPA a réaffirmé sa solidarité avec les salariés de Michelin et le besoin de mettre en place autour des actions qu'ils décideront de lancer, une solidarité, syndicale, populaire et politique. La prochaine échéance est la grève du 26 juin pour une montée à Clermont-Ferrand des salariés à l'occasion d'une réunion du groupe Michelin.



Poitiers (86) : quand les libéraux tombent sur un os, le théâtre !

C'est une lutte devenue symbolique. Celle autour du théâtre. Bref rappel de l'histoire. Un maire de droite, membre du PS, épaulé par une majorité de gauche divisée (puisque les Verts ne le soutiennent pas sur ce coup-là), décide de vendre l'ancien Théâtre municipal au privé pour y faire des commerces. Pas de chance pour lui, des citoyens ne laissent pas passer cela, rejoints par les éluEs et militantEs du NPA, d'EELV, de la GA, GU, PG et des Alternatifs. Même des militants communistes se mobilisent contre cette vente, quand leurs éluEs la vote (sauf une abstention).

Aujourd'hui, c'est presque 5 000 personnes qui ont signé la pétition du Collectif de défense du Théâtre. Entre 500 et 1000 personnes ont assisté au concert organisé en plein air devant le Théâtre (et la Mairie) le samedi 15 juin. C'est un collectif qui continue de se réunir, alliant militants politiques, citoyens et artistes.

À l'aube des prochaines élections, c'est plus qu'une épine qui est logée dans le pied des sociaux-libéraux au pouvoir, c'est un Collectif tout entier, porté par l'opinion publique et la mobilisation des Poitevins. D'autres actions sont déjà prévues, notamment l'invasion (ça sera la 3^{ème} fois !) du conseil municipal. Faisons tout pour que cette lutte soit victorieuse et qu'elle en appelle d'autres, dans l'optique urgente de la construction d'un front social et politique à gauche du PS et de sa gestion libérale.

Bretagne : le NPA dans les luttes locales

De Loctudy à Carhaix, en ce 22 juin, les militants du NPA du Finistère, malgré un temps maussade (mais c'est rare) ont participé avec force aux mobilisations locales.

À Loctudy, c'est au côté des marins pêcheurs que nos camarades et 400 manifestants ont exigé l'arrêt des opérations de clapage des boues de dragage du port. Engagés depuis le début dans ce combat pour s'opposer au rejet des vases portuaires (clapage), les camarades du NPA en Pays Bigouden ont largement contribué au succès de la manifestation et au combat que les pêcheurs et la population ont bien l'intention de poursuivre

27 juin 2013 n°201

En campagne

INTERNET

Le NPA se dote d'un blog antifasciste



La commission nationale antifasciste (CNAF) du NPA est fière de vous annoncer l'ouverture de son blog. Celui-ci a pour objet de présenter les analyses et réactions du NPA sur la situation de l'extrême droite et des droites extrêmes. Il entend également relayer les articles d'organisations ou sites dont nous sommes proches, ainsi que les appels et comptes-rendus d'initiatives antifascistes. « Tant qu'il le faudra ! » parce que l'antifascisme n'est pas pour nous une fin en soi, mais demeurera nécessaire « Tant qu'il le faudra ! », c'est-à-dire tant que l'extrême droite, le fascisme et ses racines ne seront pas éradiqués.

Au plaisir de vous retrouver sur www.tantquillefaudra.org.



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

	Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter
Tarif standard	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	CODE GUICHET
			N° DE COMPTE
			CLE RIB
			Date :
			Signature :
Titulaire du compte	Établissement teneur du compte		
Nom :	Banque :		
Prénom :	Adresse :		
Adresse :	Code postal :		
Code postal :	Ville :		
Ville :	Code postal :		
Mail :	Ville :		

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	28 €	56 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	22 €	44 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	50 €	100 €	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	20 €	40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	38 €	76 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

face à des éluEs pour le moins sourdEs à la protection de la mer. À Carhaix, en plein centre Bretagne cette fois-ci, c'est 2 000 personnes qui ont manifesté contre la fermeture de l'entreprise Marine Harvest (géant de la transformation du saumon d'élevage) à Poullaouen (29) et Château-Giron (35) et les plus de 400 licenciements qui en résultent. Le NPA Ker Breizh en cortège au milieu de la manif a exprimé avec force son refus de la fermeture et des licenciements, la nécessaire convergence des colères et des luttes en particulier en ce qui concerne l'agro-alimentaire en Bretagne, mais aussi l'interpellation des élus et du gouvernement qui, à ce jour, se montre impuissant à s'opposer au jeu de massacre auquel se livrent les patrons de l'agro... qu'ils soient « bretons » ou « norvégiens ».

DISPARITION DE MAURICE NADEAU

Maurice avait un chat trotskiste

Éditeur, intellectuel, militant des causes progressistes et révolutionnaires, Maurice Nadeau nous a quittés la semaine dernière. Afin de lui rendre hommage, Tout est à nous ! ouvre ses colonnes à Angelo Rinaldi que nous remercions ici chaleureusement.

Pour parodier une épistolière du XVII^e siècle, mon chagrin serait peu de chose si je pouvais le décrire. Ma rencontre avec Maurice Nadeau aura changé ma vie. Bien qu'indécent de parler de soi devant une tombe à peine refermée, il le faut, parce que l'accueil qu'il me réserva illustre, au-delà de ma simple personne, son attitude devant l'inconnu, l'inconnu à tous les sens du terme : une curiosité que jamais rien ne lassait. Qu'on se figure un journaliste stagiaire de province, se trimbalant du commissariat au tribunal correctionnel, avec détour au bal des sapeurs-pompiers, le meilleur du métier étant réservé à qui pense « bien ». Qu'on l'imagine dans sa vingtaine, écrivant, comme beaucoup, un premier roman¹, par un sursaut de refus devant un avenir sans horizon. « Que j'aie au moins tenté une fois », pense-t-il dans sa naïveté, et son accablement face à la résignation de camarades plus âgés, si doués pourtant. Avec régularité, six lettres de refus le douchent au fil des mois, lorsque, lecteur de *La Quinzaine littéraire*, déjà fondée, lecteur en outre de la revue *Les Lettres nouvelles*, et tout intimidé qu'il soit par l'auteur d'*Histoire du surréalisme*, mi-désespoir, mi-curiosité, il décide de lui envoyer ses pages, dactylographiées par la générosité d'une amie qui a l'air d'y croire. La joie que me procura, deux semaines plus tard, une réponse positive, ne me sera plus jamais renouvelée dans l'existence avec pareille intensité, tous domaines confondus. Dans une société qui était, et demeure, une gare de triage de laquelle ne partent que les trains de première classe, et les passagers qui ont déjà leur siège assuré par la naissance et les meilleures écoles, Maurice plaçait mon wagonnet sur les rails. Il me donnait le courage de larguer les amarres, d'affronter Paris, où il fit de son mieux pour me trouver du travail. Si la partie

n'était pas gagnée – ne l'étant jamais en littérature, où l'on reste toujours un perpétuel débutant –, du moins avait-elle une chance de commencer. Dans ma situation, bien d'autres se sont trouvés, à commencer par Claire Etcherelli, l'ancienne ouvrière, auteur du chef-d'œuvre *Élise ou la vraie vie*. Et aussi bien, au fond, ces auteurs étrangers qui abordaient la France sans la recommandation d'un succès de vente chez eux. Par quel mystère, Maurice, qui ne lisait que le français, a-t-il débusqué le Sicilien Leonardo Sciascia, instituteur comme lui à ses débuts, Gombrowicz le Polonais, Malcom Lowry, Henry Miller, Jean Rhys, Walter Benjamin et tant d'autres que l'on s'épuiserait à énumérer? Aussitôt publiés par lui, ils obtenaient la reconnaissance à travers le monde. Le Sud-Africain Coetzee, prix Nobel, en sait quelque chose. Les grandes maisons d'édition auxquelles Nadeau s'adossait rompaient assez vite, au nom de la comptabilité, avec cet éditeur exemplaire, façon « hors commerce ». Aussi se risqua-t-il à miser sur l'indépendance. Pari fou qu'il soutint jusqu'à la fin, à cent deux ans, lucide jusqu'au bout. Et quelle lucidité ! « Comme elle est curieuse, la sensation de s'en aller », me disait-il, il y a dix jours, par téléphone, de sa voix gouailleuse. Le thésard de demain fouillant la collection complète des *Lettres nouvelles* s'apercevra que la revue étendait son influence à de multiples catégories : l'histoire, la sociologie, la peinture fraîche, à travers le critique d'art Pierre Schneider, le théâtre grâce à Geneviève Serreau, épouse de Jean-Marie le metteur en scène, traductrice de Brecht, ouvreuse pour les vingt spectateurs à la première d'*En attendant Godot*, et aussi la meilleure nouvelliste de l'après-guerre. À différents titres, Marthe, l'épouse, Geneviève, la correctrice de la



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

traduction des grands, Anne Sarraute, l'assistante, ont secondé Maurice, qui suscitait partout des dévouements par son désintéressement même, dans une vie inscrite sous le double patronage de Trotsky et de Breton, pour lui deux maîtres en liberté. Aussi ne se gênait-il pas pour louer Jouhandeau autant que Borges, que ne lisait que deux cents personnes. On me voit sans doute venir. En politique, Maurice n'a jamais changé de chemise. D'un certain rouge au commencement, elle en conserva la teinte dans sa fraîcheur, par défi à tous les totalitarismes, et fidélité aux victimes de toutes sortes. Il fut dans sa jeunesse un militant, un « permanent », qui chan-

geait sans cesse d'hôtel pour déjouer la police. Que possédait son couple dans sa valise, outre le minimum pour les vêtements? Le chat Doudou, qui mérite d'être mis au premier rang des félins, ces compagnons des « amoureux fervents et des savants austères ». Celui-là, me racontait Maurice, avait si bien assimilé les règles de la clandestinité que, entré en fraude à la barbe du taulier, il s'installait, tel un humain, sur la lunette des cabinets, et dormait planqué sous le lit. Et, au petit matin, le trio s'enfonçait dans la froideur de la ville, en route vers un autre rendez-vous. Ce menhir d'humanité bougon qu'était Maurice Nadeau, sarcastique et tendre à la fois, avait eu à connaître

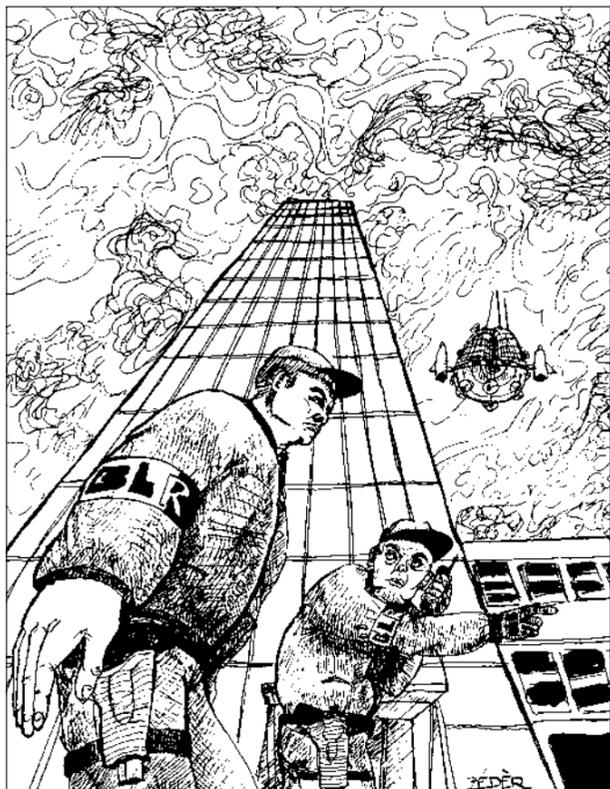
du seul chat de l'histoire du mouvement ouvrier qui piquait son somme sur une pile d'écrits théoriques et de recueils de vers qui seraient la poésie de demain.

Angelo Rinaldi, de l'Académie française

1. *La Loge du gouverneur*, 1969, qui sera suivi, aussi édité par Maurice Nadeau, de *La Maison des Atlantes*, prix Femina 1971.

Derniers ouvrages parus d'Angelo Rinaldi : *Dans un état critique*, 2010, et *Le Roman sans peine*, 2012 (Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte), recueils de chroniques littéraires ; et *Les souvenirs sont au comptoir*, 2012, roman publié chez Fayard. Il est membre de la Société Louise Michel.

FEUILLETON DE L'ÉTÉ



Pour vous accompagner jusqu'au cœur de l'été, votre hebdomadaire anticapitaliste préféré publie ces six prochaines semaines un feuilleton inédit de l'auteur de roman noir Gérard Delteil. Qu'il en soit remercié.

CAUCHEMAR 2034 ÉPISODE 1

Ce matin-là de gros nuages plombaient le ciel, l'atmosphère qui régnait dans la cité, où dominaient des bâtiments aux murs gris et lézardés, était donc assez sinistre. Nous avançons sur deux files, une de chaque côté de la rue. Le chef de brigade marchait en tête, sur la droite, et moi, son adjoint, sur la gauche. Nous n'avions pas rencontré grand monde depuis le début de la patrouille, sinon un type entre deux âges qui avait pu justifier le port de la barbe par un certificat médical : celle-ci dissimulait une vilaine cicatrice consécutive à un accident de travail. Prudent, le bonhomme conservait toujours le document sur lui. Il faut bien dire que notre passage ne suscitait pas un enthousiasme délirant. Pas mal de gens préféraient rentrer chez eux. Deux voitures banalisées de la BAC nous suivaient à une centaine de mètres et un drone tournait au dessus de nos

têtes pour éviter les mauvaises surprises. Divers incidents n'avaient pas accru notre popularité et on racontait que certains brigadistes avaient abusé de l'autorité que leur brassard tricolore était censé leur conférer. Si j'étais entré dans les Brigades Laïques Républicaines, les BLR que tout le monde appelait les laïques, ce n'était certes pas par conviction. À titre personnel, le port de symboles religieux ne me dérangeait pas particulièrement. Mais c'était quasiment la condition pour continuer à bénéficier de ma bourse. Depuis que mon père avait été muté en Moldavie et son salaire divisé par quatre, ma mère avait du mal à s'en tirer avec trois enfants à charge. La prime que me versait le ministère de la laïcité n'était donc pas de trop et ma promotion au poste de chef adjoint de brigade avait permis de mettre un peu de beurre dans les épinars. Nous atteignions l'angle de l'ancien

centre commercial désormais abandonné et en partie squatté, l'un des endroits les plus dangereux de la cité, quand mon phone se mit à vibrer dans la poche de mon blouson. Je fis signe aux gars qui marchaient derrière moi de s'immobiliser. – Suspect localisé au 123, bâtiment C, sixième ou septième étage. Le chef de brigade traversa la rue au pas de course. – Tu as capté? Alors fonce au 123. Nous restons en protection devant la tour. Ce n'était pas la première fois qu'il m'envoyait en première ligne. Pourtant, lui, c'était un type qui y croyait, un fils à papa qui n'avait besoin ni de bourse ni de prime de patrouille. Mais il aimait se vanter de ses exploits. Je n'avais pas le choix. Je pris deux gars avec moi et laissai les trois autres dans la cour du bloc d'immeubles au dessus de laquelle le drone s'était déjà positionné. Faut préciser que ce genre d'endroit est un

vrai coupe-gorge. Le hall du bâtiment C était relativement clean. Juste deux ou trois tags, dont un « Fuck the laïcs » et une boîte aux lettres pendouillant tristement. Miracle, l'ascenseur fonctionnait. Nous partageâmes la cabine avec une femme âgée de type maghrébin qui ne semblait pas rassurée. – T'en fais pas, mamie, du moment que tu n'as rien sur la tête, on va pas te chercher des poux, rigola un des gars qui m'accompagnait, un petit rondouillard plus bête que méchant. Lui aussi s'était inscrit pour la prime, mais il avait fini par se prendre au sérieux. Je lui lançai un regard désapprobateur, car je déteste ce genre de comportement. Le rondouillard n'insista pas, il avait le sens de la discipline et je pouvais lui coller une mauvaise note voire un rapport. Sur le palier du sixième, je consultai mon traceur. L'appareil localisa le suspect dans l'appartement 612 ■■■



NO COMMENT
Même système, même procédure, j'en ai rien à foutre (...) Vous allez voir ce que je vais leur mettre

BERNARD TAPIE, lundi 24 juin sur l'antenne d'Europe 1, à propos de sa convocation à la brigade financière de Paris... peu de temps avant d'être mis en garde à vue.

CLINIQUE BORDEAUX NORD (33) La direction recule

Le 11 juin, à l'appel de la CGT, nous étions environ 160 à débrayer pour une augmentation de salaires et contre la décision de la direction de revenir sur des acquis concernant la récupération de jours fériés et de formation. Une perte de 3 jours de repos annuel pour les salariéEs « en 12h »!

Une vingtaine de salariéEs de Loghos (sous-traitance de la restauration et du ménage du Groupe GBNA qui possède plusieurs cliniques) et du Groupement d'intérêt économique (services techniques et administratifs) ont aussi débrayé. Après plusieurs mois de conditions de travail difficiles, l'annonce de la direction de ne pas augmenter les salaires (seuls 240 salariéEs sur 600 bénéficient d'une augmentation de 55 euros brut cette année, reliquat d'un accord passé), la suppression des acquis est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Un mouvement qui s'étend

Malgré le débrayage, la direction a annoncé qu'elle ne reviendrait pas sur sa décision. À l'unanimité, les grévistes ont voté la poursuite de la grève pour le lendemain. Des salariéEs administratifs ont aussi rejoint le mouvement. Comme les 360 salariéEs soignantEs, ils n'ont quasiment pas été augmentés depuis 2010.

Voyant notre présence dès 7h le lendemain matin avec banderole et tracts, la direction a dû se résoudre à faire de nouvelles propositions, toutes rejetées en bloc... Malgré son chantage aux licenciements (elle prévoit un déficit en 2013), il n'était pas question de perdre nos acquis! Et ce n'est pas la venue du directeur du groupe qui nous a fait changer d'avis. Cette grève, la plus importante depuis 2001 (qui avait duré 25 jours), a finalement fait reculer la direction et nous avons conservé nos acquis. La direction ayant refusé de payer les jours de grève, des salariéEs en repos ont décidé d'organiser une collecte pour ceux qui ont perdu du salaire.

Nos liens se renforcent avec les salariéEs des autres cliniques du groupe, en négociation aussi. Le personnel de Loghos a aussi débrayé le 17 juin pour protester contre une ridicule augmentation de 0,5%. À suivre?

Isabelle Larroquet

CAMPAGNE BDS La solidarité en procès

Une nouvelle vague de procès a commencé contre les militantEs de la campagne BDS accuséEs d'avoir appelé au boycott des produits israéliens dans des magasins Carrefour. Et cela en fonction d'une directive de 2010 de l'ancienne ministre de la justice Michèle Alliot-Marie, qui n'a toujours pas été abrogée par le gouvernement...

Déjà plus de 80 militantEs ont été poursuivis par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme. Le 20 juin, c'est le tribunal de Perpignan qui avait à juger trois militantEs: Yamina Tadjour, Jeanne Rousseau et notre camarade Bernard Cholet. Avec leur avocat Maître Comte, les inculpéEs ont expliqué la différence entre la critique de la politique de l'État israélien en solidarité avec le peuple palestinien et l'antisémitisme.

Trois témoins de moralité se sont succédé pour les défendre: André Rosevègue de l'UJFP, Paul Alliès, professeur à la faculté de droit de Montpellier et Michel Warschawsky, militant pacifiste israélien. Plus deux cents personnes sont passées pendant toute la durée du procès devant le palais de justice, avec de multiples prises

de parole. Parmi elles, des responsables de la CGT, du PCF, de la FSU, de la LDH, de BDS France, de l'AFPS avec Jean-Claude Lefort, du Mouvement de la paix, de LO, de la CNT, de l'UJFP ou du NPA...

Dispense de peine

Témoignant de l'embarras du tribunal, le procureur a requis une dispense de peine sans demander pour autant l'acquiescement. « Il y a bien eu discrimination, mais pas d'appel à la haine ou à la violence ». Le jugement sera rendu le 14 août.

Le soir du procès, une quarantaine de personnes se sont retrouvées au local du NPA pour un débat-apéro avec notre camarade Alain Krivine, venu l'après-midi prendre la parole devant le palais de justice

Jeudi 27 juin, c'est un nouveau procès du même genre qui s'ouvre à 9h du matin au palais de justice d'Alençon contre un groupe de sept militantEs, dont notre camarade Christine Coulon, conseillère municipale NPA de la ville. Parmi les témoins cités par l'avocat Dominique Cochain, on retrouve notamment Jean-Claude Lefort, Alain Krivine et Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité.

Claude B.



Riposte à l'extrême-droite



PHOTO THÉO ROUGE / IMB

Le week-end dernier, il y a eu des mobilisations – rassemblements, manifestations – dans différentes villes du pays contre l'extrême droite. Une riposte unitaire décidée après la mort de Clément Méric. À Paris, 8 000 personnes ont manifesté dimanche 23 juin, dont un cortège dynamique du NPA avec la participation de Christine Poupin et Olivier Besancenot.

ANNONCE : Carrefour des luttes à Fralib

Le capital veut imposer aux peuples des politiques antisociales et anti-démocratiques. Les gouvernements accompagnent ces orientations et stratégies de casse et d'abandon. En Europe, la mise en place de politiques d'austérité répond à ces objectifs. En France, outre les volontés affirmées de s'attaquer à la protection sociale, l'emploi est sacrifié et au 1er rang l'emploi industriel.

Pour autant les travailleurs résistent et mènent des luttes: ArcelorMittal, Goodyear, PSA, Pilpa, Fraisor, Val D'Aucy,

Continental Nutrition, Moulins Maurel, Chocolaterie de Bourgogne, Brasserie de Champigneulle, Téréos, Kem One, Lyondell Basell, Sanofi, Ford... La liste est longue de boîtes où s'exprime la résistance à la casse. Ce mouvement dépasse l'industrie: Grand conseil de la Mutualité, Virgin, ICTS, Air France...

Dans ces combats les salariéEs interpellent les pouvoirs publics et politiques sur les mesures qu'ils doivent prendre à tous les niveaux (ville, département, région, État) pour arrêter ce massacre et aider

au développement des luttes, et pour ouvrir des perspectives: appropriation sociale et publique, nationalisation...

Une semaine après la conférence sociale des 20 et 21 juin 2013 où la CGT portera l'urgence du changement de cap promis par le candidat à l'élection présidentielle François Hollande devenu Président de la République depuis plus d'une année, nous appelons à agir tous ensemble.

Sur ces bases, l'intersyndicale CGT et CFE/CGC de Fralib vous invite à participer à un:

Carrefour des luttes

Vendredi 28 juin 2013 dans notre usine

500, avenue du Pic de Bertagne, ZA de la Plaine de Jouques, 13420 Gémenos

Nous accueillerons dès 9h toutes les délégations des entreprises en lutte sur ces questions qui auront bien voulu répondre à cette initiative. Chaque délégation aura un espace pour présenter et communiquer sur son propre conflit. Nous aurons des espaces pour partager ensemble nos expériences. En fin de matinée un grand meeting de lutte se tiendra dans notre usine. Un repas fraternel et solidaire sera organisé sur place. Nous proposons de poursuivre nos échanges dans l'après-midi pour tous ceux qui en auront la possibilité.

BIEN DIT

Aujourd'hui la pensée est à droite, alors que nous espérons qu'elle irait vers la gauche. Le PS a énormément de responsabilités sur ce point [comme] ne pas donner le droit de vote aux immigrés! Personnellement je le regrette. Je n'ai aucun bon souvenir des gouvernements de gauche.

RACHID TAHA, chanteur, dans les colonnes de l'hebdomadaire Politis du jeudi 20 juin.

TOUT! hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire:
0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société
de presse, d'audiovisuel et de
communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros
(durée 60 ans)

Gérant et directeur
de publication: Ross Harrold
Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindartiz
Maquette:
Ambre Bragard, Goulven Schaal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®